



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 NOVEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 22nd, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en p/us.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

* N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

B. et L. Construction Co. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit octobre 1947, constituant en corporation: Alfred Belisle, marchand général, Emeric Bergeron, commerçant de bois, Candide Létourneau et Joseph-René Létourneau, menuisiers, tous de Labelle, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités;

Exécuter, dans toutes leurs spécialités, les opérations de constructeurs et d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "B. et L. Construction Co. Ltée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Labelle, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Letters Patent

B. et L. Construction Co. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1947, incorporating: Alfred Belisle, general merchant, Emeric Bergeron, wood dealer Candide Létourneau and Joseph René Létourneau, joiners, all of Labelle, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To carry on the lumber business and deal in wood in all lines of same;

To carry on the business of builders and general contractors in all their specialties, under the name of "B. et L. Construction Co. Ltée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Labelle, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Compressed Air Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre constituant en corporation: Jacques-P. St-Jacques, avocat, Jacqueline Laliberté, sténographe, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, et Wilfrid Duquette, avocat de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, échanger, louer, arrenter et faire le commerce d'engins, machines, machinerie, bouilloires et outillage de toutes sortes, matériaux de construction, effets, denrées et marchandises;

Exercer le commerce général d'une compagnie de construction, sous le nom de "Compressed Air Sales Ltd.", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Congregation of the Community of Prefontaine

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Frank Kishner, comptable, Louis Hahmovich, Bennie Weitzman, William Wainberg, Sam Gursky, Robert Stern, Jack Goldberg, Max Gross, Abraham Kligman, David Rosen, Ben Isenberg, Abraham Merowitz et Philip Mandelcorn, tous marchands, et le révérend Oshia Shurem, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Constituer en corporation une congrégation religieuse, de foi juive, sous le nom de "Congregation of the Community of Prefontaine".

Le montant auquel sera limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation pourra posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera au village de Préfontaine, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Drakestone Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du 20 octobre 1947, constituant en corporation: John Skillman O'Meara, éditeur, Gertrude Mary Thomas O'Meara, épouse séparée de biens dudit John Skillman O'Meara, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Henri Toussaint, industriel, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir et faire le commerce d'actions, de parts, bons, débentures, actions-débentures et valeurs de toutes sortes et exercer et mettre en

Compressed Air Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Jacques-P. St-Jacques, advocate, Jacqueline Laliberté, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, and Wilfrid Duquette, advocate, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, exchange, hire, rent and deal in engines, machines, machinery, boilers and equipment of all kinds, building materials, goods, wares and merchandise;

To carry on the business of a general construction company, under the name of "Compressed Air Sales Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Congregation of the Community of Prefontaine

Notice is hereby given that under provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating without share capital: Frank Kishner, accountant, Louis Hahmovich, Bennie Weitzman, William Wainberg, Sam Gursky, Robert Stern, Jack Goldberg, Max Gross, Abraham Kligman, David Rosen, Ben Isenberg, Abraham Merowitz and Philip Mandelcorn, all merchants, and Reverend Oshia Shurem, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To incorporate a religious congregation of the Jewish faith, under the name of "Congregation of the Community of Prefontaine."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at the village of Prefontaine, in the judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Drakestone Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twentieth day of October, 1947, incorporating: John Skillman O'Meara, publisher, Gertrude Mary Thomas O'Meara, wife separate as to property of the said John Skillman O'Meara, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Henri Toussaint, industrial, all of the city of Québec, judicial district of Québec, for the following purposes:

To acquire, and deal in stocks, shares, bonds, debentures, debenture stocks and securities of all kinds, and to exercise and enforce all rights and

vigueur tous les droits et pouvoirs conférés par la possession d'iceux ou qui lui sont incidentes, sous le nom de "Drakestone Corporation", avec un capital de 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair. Le montant de capital avec lequel la compagnie exercera ses affaires, sera au moins de \$25,000.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

E. Papadakis Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Emmanuel Papadakis, propriétaire de restaurant, Maria Vasilakis, épouse commune en biens d'Emmanuel Papadakis, Stanley Papadakis, comptable, et Christina Papadakis, épouse séparée de biens de Bernard Banks, comptable et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par location ou autrement et entretenir à Montréal ou ailleurs des restaurants, cafés ou salles-à-manger publiques, maisons de pension, logements, sous le nom de "E. Papadakis Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1042 rue St-Antoine, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Excel Finance Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, Sergius Messier, Raymond Messier, manufacturiers, et Arthur Denys, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier et prêter de l'argent sur la garantie de contrats de vente conditionnelle, liens, billets, location, contrats d'achat, effets de commerce, connaissements, récépissés d'entrepôt, billets d'échange et choses en action, et recevoir et accepter des auteurs, vendeurs ou transféreurs d'iceux, des garanties ou autres sûretés pour l'accomplissement et le paiement d'iceux et mettre en vigueur les dites garanties et réaliser sur de telles sûretés, sous le nom de "Excel Finance Corporation Limited", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

powers conferred by or incident to the ownership thereof, under the name of "Drakestone Corporation", with a capital stock of 5,000 shares without nominal or par value. The amount of capital with which the company will carry on its business shall be at least \$25,000.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

E. Papadakis Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Emmanuel Papadakis, restaurant owner, Maria Vasilakis wife common as to property of Emmanuel Papadakis, Stanley Papadakis, accountant, and Christina Papadakis, wife separate as to property of Bernard Banks, accountant, and duly authorized by him, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by lease or otherwise and maintain at Montreal, or elsewhere, restaurants, cafés or public dining rooms, boarding houses, dwellings under the name of "E. Papadakis Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1042 St. Antoine Street, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Excel Finance Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Norman Cecil Denys, lawyer, Sergius Messier, Raymond Messier, manufacturers, and Arthur Denys, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, deal in and lend money on the security of, conditional sale agreements, lien, notes, hire, purchase agreements, trade paper, bills of lading, warehouse receipts, bill of exchange and choses-in-action, and to receive and accept from the makers, vendors or transferors thereof guarantees or other security for the performance and payment thereof and to enforce such guarantees and realize on such security, under the name of "Excel Finance Corporation Limited", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Fonderie Industrielle Incorporée
Industrial Foundry Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Alphonse Cantin, commerçant, Rosaire Laperrière et Emilien Laperrière, mouleurs, tous de Pont-Rouge, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder, acquérir des immeubles ou usines pour fondre et mouler la fonte, de même que toutes les machineries nécessaires ou utiles à ces fins, sous le nom de "Fonderie Industrielle Incorporée — Industrial Foundry Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Fontaine Automatique de Québec Inc.
Quebec Automatic Fountain Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1947, constituant en corporation: William Morin, C.R., André Verge, tous deux avocats, de la cité de Québec, et Françoise Bédard, secrétaire, de Charny, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Acquérir, produire, posséder, louer, employer, se servir, acheter, vendre des machines de toute nature et de quelque description que ce soit, pour distribuer des marchandises de quelque nature que ce soit dans toute place publique, dans les rues ou dans les édifices privés ou publics;

Manufacturer, et embouteiller des liqueurs douces ou tout autre liquide de consommation humaine, sous le nom de "Fontaine Automatique le Québec Inc.—Quebec Automatic Fountain Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Garage Fortin, Lté

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Wilfrid Noel, garagiste, Jean-Léon Levesque, commis, et I.-J. Hironide Noel, industriel, tous trois domiciliés à Normandin, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter un ou plusieurs garages, une ou des stations de services pour la réparation, et l'entretien en général de véhicules-moteurs de toute nature et description et classe;

Faire le commerce d'automobiles, et autres sortes de véhicules-moteurs et toutes les choses qui peuvent servir pour ces véhicules ou dans leur fabrication et exploitation, sous le nom de "Garage Fortin, Lté", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

**Fonderie Industrielle Incorporée
Industrial Foundry Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Alphonse Cantin, merchant, Rosaire Laperrière and Emilien Laperrière, moulders, all of Pont-Rouge, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To own, acquire immovables or plants for casting and smelting pig iron, likewise all machinery required or useful for such purposes, under the name of "Fonderie Industrielle Incorporée — Industrial Foundry Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Rouge, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Fontaine Automatique de Québec Inc.
Quebec Automatic Fountain Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-first day of October, 1947, incorporating: William Morin, K.C., André Verge, both advocates, of the city of Quebec, and Françoise Bédard, secretary, of Charny, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To acquire, produce, own, lease, use, service, buy, sell machines of all kinds and descriptions, for distributing merchandise of any nature whatsoever in any public place, in the streets or in public or private buildings;

To manufacture and bottle soft drinks or any other liquid for human consumption, under the name of "Fontaine Automatique de Québec Inc.—Quebec Automatic Fountain Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Garage Fortin, Lté

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Wilfrid Noel, garage keeper, Jean-Léon Levesque, clerk, and I. J. Hironide Noel, manufacturer, all three domiciled at Normandin, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate one or more garages, one or more service stations for the repairing and general maintenance of motor vehicles of every nature, description and class;

To deal in automobiles and other types of motor vehicles and everything used in connection with the said vehicles or in their making or operation under the name of "Garage Fortin, Lté", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Albanel, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gulf Lead Mines (Quebec) Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Monte E. Holtzman, industriel minier, D. Webster Lang, c.r., Harold S. Day, Robert A. Cranston, J. Henry O'Neil Pepler, Daniel Aiken Lang et Stuart Peebles Parker, tous les six avocats, et tous de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Gulf Lead Mines (Quebec) Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000, divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. P. Laberge Laurentides Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1947, constituant en corporation: J. Philorum Laberge, industriel, de la cité d'Outremont, Jos.-André Ladouceur, gérant, de la cité de Verdun, et Georges-Emile Paré, comptable, de la cité de Verdun, tous trois du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces, industries et négoce de marchands en gros et en détail de tabac, cigares, cigarettes, articles de fumeurs, articles de toilette, objets religieux, objets de nouveauté, bijoux, menus articles en bois, métal, cuir ou autres substances ou composés, breuvages, spécialités pharmaceutiques, produits alimentaires et confiserie, articles de ferronnerie et de quincaillerie, appareils de photographie et de cinématographie et accessoires, produits chimiques, le tout sujet à la Loi de pharmacie de Québec;

Acheter, acquérir et assumer les affaires jusqu'ici faites ou conduites dans la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne et dans la région des Laurentides, par J.-P. Laberge, sous les nom et raison sociale de "J. P. Laberge Enrg.";

Le nom de la présente compagnie est: "J. P. Laberge Laurentides Limitée".

The head office of the company will be at Albanel, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gulf Lead Mines (Quebec) Limited
(No personal liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Monte E. Holtzman, mining industrialist, D. Webster Lang, K.C., Harold S. Day, Robert A. Cranston, J. Henry O'Neil Pepler, Daniel Aiken Lang and Stuart Peebles Parker, all six barristers, and all of the city of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Gulf Lead Mines (Quebec) Limited" (No personal liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

That the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Montreal, in the judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. P. Laberge Laurentides Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1947, incorporating: J. Philorum Laberge, manufacturer, of the city of Outremont, Jos. André Ladouceur, manager, of the city of Verdun, and Georges Emile Paré, accountant, of the city of Verdun, all three of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the businesses, industries and trades of wholesale and retail dealers in tobacco, cigars, cigarettes, smokers' supplies, toilet ware, religious objects, novelties, jewelry, and all wares in wood, metal, leather or other substances or compounds; beverages, pharmaceutical specialties, food stuffs and confectionery, ironware and hardware, photographic and moving picture equipment and supplies, chemical products, the whole subject to the Quebec Pharmacy Act;

To buy, acquire and take over the business up till now carried on or conducted in the town of Saint Jérôme, county of Terrebonne, and in the Laurentide Region, by J. P. Laberge, under the firm name and style of "J. P. Laberge Enrg.";

The name of the present company to be: "J. P. Laberge Laurentides Limitée".

Le capital-actions de la compagnie sera de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la municipalité de Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La-Bon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1947, constituant en corporation: Albert-J. Bonin, agent, Armand Latraverse et Charles-Eugène Frenette, comptables, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le commerce ou l'industrie de tous genres de marchandises composées en tout ou en partie de bois, métal, plastique, caoutchouc, cuir, de matériaux de construction et de produits de base pour la construction commerciale ou domestique, articles en broche, de jouets de toutes sortes;

Acheter le commerce de l'agence de ventes "Orbis Enrg.", ayant son établissement commercial à Montréal;

Le nom de la présente compagnie est "La-Bon Inc."

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 2,000 actions sans valeur au pair qui seront émises et réparties au prix de \$5, ou suivant le cas, au prix qui sera fixé par les directeurs, et en 600 actions privilégiées de \$50 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$13,000.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 1693, rue Valois, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association Sportive de Saint-Zénon

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Romuald Champagne, menuisier, Joseph Charette, Arthur Charette, industriels, Albert Champagne, forgeron, Hector Boisvert, marchand, René Boisvert, marchand-restaurateur, Léo Grégoire, Normand Rondeau, cultivateurs, Candide Lefebvre, inspecteur de la Colonisation, Claude Champoux, camionneur, Armand St-Georges, cultivateur, Normand Lefebvre, journaliste et Philippe St-Georges, commerçant, tous de Saint-Zénon, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Procureur des amusements à la population de la paroisse de Saint-Zénon, sous le nom de "L'Association Sportive de Saint-Zénon".

The capital stock of the company to be \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the municipality of Saint Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La-Bon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of October, 1947, incorporating: Albert J. Bonin, agent, Armand Latraverse and Charles Eugène Frenette, accountants, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and industry of and deal in all kinds of merchandise composed in whole or in part of wood, metal, plastic, rubber, leather; building materials and the basic products for commercial or domestic building; articles in wire and toys of all kinds;

To purchase the business of the sales agency "Orbis Enrg.", having its commercial establishment at Montreal;

The name of the present company is "La-Bon Inc."

The capital stock of the company will be divided into 2,000 shares without par value to be issued and allotted at the price of \$5, or as the case may be, at the price to be fixed by the directors, and into 600 preferred shares of \$50 each, and the amount of capital with which the company will begin operations is \$13,000.

The number of shareholders will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at 1693 Valois Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association Sportive de Saint-Zénon

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-seventh day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Romuald Champagne, joiner, Joseph Charette, Arthur Charette, manufacturers, Albert Champagne, blacksmith, Hector Boisvert, merchant, René Boisvert, merchant-restaurateur, Léo Grégoire, Normand Rondeau, farmers, Candide Lefebvre, inspector for Colonization, Claude Champoux, drayman, Armand St-Georges, farmer, Normand Lefebvre, laborer, and Philippe St-Georges, trader, all of Saint-Zénon, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To provide amusements for the population of the parish of Saint-Zénon, under the name of "L'Association Sportive de Saint-Zénon".

Les pouvoirs de la compagnie ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

Les pouvoirs de la compagnie ne l'autorisent pas à demander, obtenir ou exploiter une licence ou un permis ordinaire octroyé par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Zénon, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Modern Amusement Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Sam Mallek, agent, Fay Perlman, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Mallek et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de la cité d'Outremont, et Jack Ralph Bogante, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à négocier des jouets, des jeux, phonographes, disques, radios, machines opérées par les pièces de monnaie, (coin-operated), appliques électriques, plomberie et dispositifs de tous genres, plastiques, équipement et accessoires d'optique, pièces mécaniques; meubles de toutes sortes, espèces et descriptions, nouveautés, bijouterie, ustensiles de ménage, équipement et dispositifs; quincaillerie, bibelots, verrerie, accessoires de fumeurs, agir comme orfèvres, horlogers (montres et horloges); outils, machineries, fournitures, meubles, peinture; abats-jour, caoutchouc et tous articles contenant du caoutchouc sous quelque forme que ce soit, cellulose et produits connexes de toutes espèces sortes et descriptions;

Acquérir l'entreprise commerciale actuellement exploitée par Sam Mallek, sous le nom de "Modern Phonograph Co." à 1566 rue Craig-Est, Montréal.

Le nom corporatif de cette compagnie est "Modern Amusement Co."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires ne devra pas excéder vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Morgan Agencies Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Bernard de Lorimier Bourgeois, Daniel Doheny, avocats, et Agnes Gibbons,

The powers conferred on the company do not permit gambling, games of chance or games of chance and skill combined;

The powers conferred do not authorized the company to apply for, obtain or make use of a license or a permit usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is two thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Saint-Zénon, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Modern Amusement Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October 1947, incorporating: Sam Mallek, agent, Fay Perlman, housewife, wife separate as to property of Sam Mallek, and duly authorized by him for these purposes, both of the city of Outremont, and Jack Ralph Bogante, advocate, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealing with of toys, games, phonographs, records, radios, coin-operated machines, electrical appliances, plumbing and appliances of all kinds, plastics, optical equipment and accessories, automotive parts; furniture of every type, kind and description, novelties, jewellery, household utensils, equipment and appliances; hardware, smallwares, glassware, smokers sundries, silversmiths, watch-makers, clock-makers, tools, machinery, supplies, furniture, paints; lampshades, rubber and all articles containing rubber in any form, cellulose and allied products of all kinds and sorts and descriptions;

To acquire the business enterprise now being carried on by Sam Mallek under the firm name of "Modern Phonograph Co.", at 1566 Craig Street, East, Montreal.

The corporate name of this company is "Modern Amusement Co."

The amount of the capital stock of the company is to be divided \$40,000, into 400 shares of \$100 each.

That the shareholders of the company shall not exceed twenty in number;

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Morgan Agencies Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Charles William Leslie, William Wainwright Chipman, Bernard de Lorimier Bourgeois, Daniel Doheny, advocates, and Agnes Gibbons, stenographer,

sténographe, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances concernant les assurances de tous genres et de toutes catégories, sujets à l'obligation de se conformer à tout ce qui est requis par la Loi des Assurances de Québec, sous le nom de "Morgan Agencies Limited".

Le capital de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de vingt-cinq mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

spinster, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents in respect of all kinds and classes of insurance, subject to compliance with any requirements of the Quebec Insurance Act, under the name of "Morgan Agencies Limited".

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be twenty-five thousand dollars.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Northern Veneer and Plywood Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Jean-Léon Charlebois, avocat, de Pointe-Claire, Robert Pagé, avocat, de la Ville St-Laurent, et Denise Roy, sténographe, célibataire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, usiner et faire le commerce de placage et de bois contre-plaqué;

Exercer les opérations forestières et le commerce de bois dans toutes ses branches, sous le nom de "Northern Veneer and Plywood Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Northern Veneer and Plywood Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Jean-Léon Charlebois, advocate, of Pointe-Claire, Robert Pagé, advocate, of the city of St. Laurent, and Denise Roy, stenographer, spinster, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, process and deal in veneer and plywood;

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, under the name of "Northern Veneer and Plywood Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, in the judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

P-B Auto Supply & Tire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf octobre 1947, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, teneur de livres, de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, ciere en loi, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, soit en gros ou en détail, comme trafiquants et négociants de pneus et ohambres-à-air de toutes sortes, pour l'usage de véhicules moteurs et tous et chacun des matériaux, fournitures, pièces, accessoires et dispositifs pouvant être employés pour ou avec les véhicules moteurs et, en rapport avec le susdit commerce, exercer un commerce général de réparation et de soudage, sous le nom de "P-B. Auto Supply & Tire Inc."

Le capital de la compagnie sera composé de cent deux (102) actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et trente (30) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

P-B Auto Supply & Tire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the twenty-ninth day of October, 1947, incorporating: Ernest William Mockridge, bookkeeper, of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, and Clifford George Meek, bokkeeper, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, whether at wholesale or retail, as dealers in and with tires and tubes of all kinds for use by motor vehicles and any and all supplies, materials, parts, accessories and appliances that may be used by or with motor vehicles of every description, and in connection with the aforesaid business to carry on a general repair and welding business, under the name of "P-B Auto Supply & Tire Inc."

The capital stock of the company is to consist of one hundred and two (102) preferred shares of the par value of one hundred dollars (\$100) each and thirty (30) common shares of the par value of ten dollars (\$10) each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

**P. & P. Manufacturing Co. Ltd.
Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept octobre 1947, constituant en corporation: Lionel Pagé, Guy Pagé, agents manufacturiers, et Denise Deveault, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, et faire commerce de toutes sortes de bibelots, de souvenirs ou autres objets en bois, métal, plastique ou autres matières, sous le nom de "P. & P. Manufacturing Co. Ltd.—Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le nombre des membres ou actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Regent Credit Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation, Bernard L. Issenman, marchand, Frederick C. Sheffield, comptable, et Bernard Diamond, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier et prêter de l'argent sur la sûreté de garanties, sous le nom de "Regent Credit Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de judiciaire Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Sales Enterprise Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation: Jean-Joffrè Lewis, dessinateur, Marguerite Lewis, fille majeure, et Jean-Paul Lewis, surintendant d'usine, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, manufacturer, réparer, améliorer des moteurs de tous genres et accessoires, machines, instruments, ustensiles, outils, armes, meubles et effets mobiliers quelconques;

Acheter, vendre, négocier, exporter, importer et faire le commerce de tous effets plus haut mentionnés, sous le nom de "Sales Enterprise Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**P. & P. Manufacturing Co. Ltd.
Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1947, incorporating: Lionel Pagé, Guy Pagé, manufacturers' agents, and Denise Deveault, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of novelties, souvenirs and other objects in wood, metal, plastic or other material, under the name of "P. & P. Manufacturing Co. Ltd.—Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The number of members or shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Regent Credit Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Bernard L. Issenman, merchant, Frederick C. Sheffield, accountant, and Bernard Diamond, advocate, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, deal in and lend money on the security of guarantees, under the name of "Regent Credit Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Sales Enterprise Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Jean-Joffrè Lewis, draughtsman, Marguerite Lewis, spinster, and Jean-Paul Lewis, plant superintendent, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To make, manufacture, repair and alter motors of all kinds and accessories, machines, instruments, utensils, tools, arms, furniture and movable effects whatsoever;

To buy, sell, trade in, export, import and deal in all the effects above mentioned, under the name of "Sales Enterprise Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Scientific Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Hyman Bernard Tanenbaum, pharmacien, Mortimer Ciment, ingénieur, et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Subordonnement à la Loi de pharmacie de Québec, manufacturer, usiner, produire, vendre, acheter, importer et exporter et négocier de toutes façons: les dispositifs électriques et de ménage, équipement photographique, produits chimiques de tous genres, toutes sortes d'articles de quincaillerie, bijouterie, fournitures d'hôtel et de club de toute catégorie et description, articles de sport, vêtements de dames, de messieurs, de bébés et d'enfants, sous le nom de "Scientific Enterprises Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4186 avenue Colonial, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS,

Universal Machine Works Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux octobre 1947, constituant en corporation: Lavery Sirois, Jos.-A. Tremblay, notaires, Evangéline Boutin, comptable, Madeleine Bernier, secrétaire, tous de la cité de Québec, et Pauline Davignon, secrétaire, de la cité de Lauzon, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands en gros et détaillants de machineries, outils et instruments de toutes sortes et de matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation de machineries, outils et instruments, ainsi que de l'outillage léger et lourd, tracteurs pelles à vapeur et accessoires d'automobiles;

D'appareils à incendie, charries à neige de toutes sortes, de tous attachements adaptables aux tracteurs, d'outillage de garage, toutes machineries agricoles, sous le nom de "Universal Machine Works Limited".

Le capital-actions sera divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de cent dollars \$100 chacune, et vingt mille (20,000) actions sans valeur au pair.

La compagnie commencera ses opérations avec un montant non inférieur à \$150,000.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux octobre 1947,

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Scientific Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Hyman Bernard Tanenbaum, pharmacist, Mortimer Ciment, engineer, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Quebec Pharmacy Act, to manufacture, process, produce, sell, buy, import and export and in all ways to deal with: electrical and household, appliance photographic equipment, all kinds of chemicals, all kinds of hardware goods, jewellery, hotel and club supplies of every part and description, sporting goods, ladies' and gentlemen's, infants' and children's wear, under the name of "Scientific Enterprises Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each,

The head office of the Company will be at 4186 Colonial Avenue, in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Universal Machine Works Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-second day of October, 1947, incorporating: Lavery Sirois, Jos. A. Tremblay, notaries, Evangéline Boutin, accountant, Madeleine Bernier, secretary, all of the city of Québec, and Pauline Davignon, secretary, of the city of Lauzon, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale dealers and retailers of machinery, tools and instruments of all kinds and of materials, metals and articles used in the manufacturing and repairing of machinery, tools and instruments, and also light and heavy equipment, tractors, steam shovels and automobile accessories;

Fire-fighting devices, snow plows of all kinds, and all attachments adaptable to tractors; garage equipment and farm implements, under the name of "Universal Machine Works Limited".

The capital stock will be divided into 5,000 preferred shares of a par value of one hundred dollars (\$100) each, and twenty thousand (20,000) shares without par value.

The company will commence operations with an amount not less than \$150,000.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

**Veillette Automobile Cie Ltée
Veillette Automobile Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1947, constituant en corporation: Gabriel-Henri Veillette, garagiste, Reginald Veillette, machiniste, tous deux de Cowansville, district judiciaire de Bedford, et Albert Veillette, gérant de manufacture, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagiste et de vendeur d'automobiles, sous le nom de "Veillette Automobile Cie Ltée — Veillette Automobile Co. Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20636-o L. DÉSILETS.

**Veillette Automobile Cie Ltée
Veillette Automobile Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1947, incorporating: Gabriel Henri Veillette, garage keeper, Reginald Veillette, machinist, both of Cowansville, judicial district of Bedford, and Albert Veillette, factory manager, of Saint-Johns, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of garage keeper and automobile salesman, under the name of "Veillette Automobile Cie Ltée — Veillette Automobile Co. Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
20636 Deputy Attorney General.

**Casgrain & Compagnie Limitée
Casgrain & Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois novembre 1947, constituant en corporation: Rodolphe Casgrain, courtier, Paul Casgrain, étudiant en droit, tous deux de la cité de Westmount, et Jacques-R. Nadeau, comptable agréé, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtier, agent d'assurances, agent d'immeubles, agent de change, ou garant de titres quelconques, sous le nom de "Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20651-o L. DÉSILETS.

**Casgrain & Compagnie Limitée
Casgrain & Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November, 1947, incorporating: Rodolphe Casgrain, broker, Paul Casgrain, law student, both of the city of Westmount, and Jacques R. Nadeau, chartered accountant, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as broker, insurance agent, real estate agent, stock broker, or as a warrantor for securities of all kinds, under the name of "Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
20651 Deputy Attorney General.

Lettres patentes annulées

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 1847 en date du 12 novembre 1947, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10 George VI, chapitre 48, l'annulation des lettres patentes des compagnies mentionnées ci-après a été décrétée, savoir:

<i>Nom de la Compagnie:</i> Name of the Company:
Au Bon Marché Ltée
Automobile Drivers Association Limited
Automobile Service Association Inc.
Auto Motive Safety Appliances, Limited
Auto-Neige Canada Snowmobile Limited
Auto Products Incorporated
Auto Vending Machine Co. Ltd.
Auto Vending Machine Co. Ltd.
Aylmer Community Sports Club Limited
Aylmer Social Club, Incorporated.
Balmoral Club, Incorporated

Letters patent Annuled

Notice is hereby given that in virtue of Order, in Council No. 1847, bearing date the 12th of November, 1947, adopted under authority of the provisions of section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, the annulment of the letters patent of the companies hereinafter mentioned, has been enacted, to wit:

<i>Constituée le:</i> Incorporated in:	<i>Siège social</i> Head Office:
25 novembre 1926	Québec.
22 novembre 1934	Montréal.
19 mai 1937	Montréal.
28 décembre 1937	Montréal.
13 novembre 1940	Montréal.
29 septembre 1930	Montréal.
13 juin 1929	Montréal.
22 juillet 1929	Montréal.
20 octobre 1924	Aylmer.
1er juin 1932	Aylmer.
21 décembre 1936	Montréal.

<i>Nom de la Compagnie: Name of the Company:</i>	<i>Constituée le: Incorporated in:</i>	<i>Siège social: Head Office:</i>
Bearskin Lake Syndicate Inc.	7 août 1934	Montréal.
Bellion Restaurants Limited	25 juin 1930	Montréal.
Bevicray Limited — Bevicray Limitée	31 juillet 1945	Montréal.
B. H. Syndicate Inc.	18 mars 1936	Montréal.
Big Casino Restaurants Limited	10 septembre 1932	Montréal.
Black Cat Club Incorporated	1er mai 1930	Québec.
Blue Bell Club Incorporated	29 octobre 1938	Montréal.
Blue Sea Country Club Incorporated	14 novembre 1932	Hull
Bourlamaque Syndicate, Limited (No personal liability)	20 janvier 1925	Montréal.
Buffaloes Club Incorporated	1er mai 1920	Montréal.
Club Artistique Social Incorporé	12 janvier 1938	Montréal.
Le Club de Hockey Shawinigan Falls Ltée	21 octobre 1938	Shawinigan Falls.
Club Pont Rouge Club Inc.	2 septembre 1938	Baie des Sables, Cité Matane.
Club Social Mon Pays Incorporé	8 août 1938	Montréal.
L'Association des Propriétaires d'Autobus du district de Québec	21 octobre 1926	Québec.
Atlas Trading Company Limited	7 janvier 1936	Montréal.
Builders' Club Inc.	9 janvier 1931	Montréal.
Bulldog Grip Cement Company Incorporated	29 avril 1922	Acton Vale.
Buttermilk Powder Co. Incorporated	25 juillet 1927	Montréal.
Byron's Cafe Inc.	23 avril 1935	Montréal.
Café Charlebois Limitée	6 février 1920	Montréal.
Café St. Jacques Limitée	13 février 1939	Montréal.
Café St-Jacques, Limitée	10 juillet 1914	Montréal.
Café Vatel Limited	9 mai 1930	Montréal.
Campbell's Coffee Shop, Ltd.	21 janvier 1932	Montréal.
Canada Truck Taxi Association	24 juillet 1929	Montréal.
Canadian Aero Club Incorporated	2 avril 1930	Montréal.
Canadian Commodity Produce Clearing Association Inc.	9 septembre 1935	Montréal.
Canadian German Club Incorporated	29 octobre 1929	Montréal.
Canadian German Restaurant Limited	4 août 1930	Montréal.
Canadian Motor Club Limited	31 août 1932	Montréal.
Canadian Sport & Game Clubs, Limited.	29 décembre 1930	Montréal.
Canadian Sporting Association Incorporated	29 octobre 1932	Montréal.
Canadian Sports Club of Montreal Limited	18 mai 1931	Montréal.
Carlton Club, Limited	18 avril 1921	Montréal.
Cartier Club, Inc.	17 novembre 1921	Montréal.
Cartier Jockey Club Limited	9 avril 1900	Montréal.
Caruso Restaurant, Inc.	7 juin 1935	Montréal.
Central Athletic Club, Limited.	23 juin 1930	Hull.
Century Social and Recreation Club Inc.	13 juin 1934	Noranda-Rouyn
La Procureur général de la Province de Québec, par L. DESILETS, 20652-o Assistant-procureur général.	The Attorney General of the Province of Quebec by L. DESILETS, 20652 Deputy Attorney General.	

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

AVIS

Avis est donné que Dame Gilberte Bolduc, épouse commune en biens de Léonel Charlebois, marchand de St-Joseph d'Alma, a pris action en séparation de biens contre le dit Léonel Charlebois, sous le N° 11984 dossiers Cour Supérieure, District de Roberval.

Roberval, 12 novembre 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20639-o J. VICTORIEN TREMBLAY.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 256582. Dame Fernande Brunet, épouse commune en biens de Fernand Picard, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Fernand Picard, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée entre les parties.
Montréal, le 13 novembre 1947.
Le Procureur de la demanderesse,
20684-o ROLAND LANGLOIS.

NOTICE

Notice is given that Dame Gilberte Bolduc, wife common as to property of Léonel Charlebois merchant, of St-Joseph d'Alma, has taken an action against the said Léonel Charlebois for separation as to property, under No. 11984 of the records of the Superior Court, district of Roberval, Roberval, November 12, 1947.

J. VICTORIEN TREMBLAY,
20639 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 256582. Dame Fernande Brunet, wife common as to property with her husband, Fernand Picard, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Fernand Picard, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted between the said parties.
Montreal, November 13, 1947.
ROLAND LANGLOIS,
20684-o Plaintiff's Attorney.

Avis divers

AVIS

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "The Shawinigan Water and Power Company" de la cité de Montréal, se propose de demander l'autorisation de construire un développement hydro-électrique sur le Haut St-Maurice, à environ 1,500 pieds en aval de l'embouchure de la rivière Trenché, dans les cantons de Tourouvre et Adams, comté de Laviolette.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction dudit développement et les terrains qui seront affectés a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque, à La Tuque, comté de Laviolette, et au bureau de la division d'enregistrement de Québec, à Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Daté à Montréal, ce septième jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
Le Secrétaire,
H. G. BUDDEN.

20548-45-4-0

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Ford Highwood Collieries Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats d'actions, actions-léventures et autres valeurs.

Le siège social dans la Province sera à 276 rue St-Jacques, Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations dans toute procédure intentée contre elle est M. Sydney Hilder, secrétaire, de la cité de Montréal.

Québec, le 15 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

20638

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Alliance des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de Val d'Or", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Val d'Or, Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

20640-0

VIPOND-TOLHURST LIMITED

Certifiée copie conforme et exacte d'un extrait des minutes d'une assemblée de directeurs de Vipond-Tolhurst Limited, tenue au siège social de la compagnie, 845 avenue Québec en la cité d'Outremont, province de Québec, le trente-et-unième jour d'octobre 1947, à trois heures de l'après-midi.

Sur motion, dûment proposée et secondée, il fut résolu, à l'unanimité:

Que le règlement suivant, devant être connu comme Règlement N° 40 des règlements de la

Miscellaneous Notices

NOTICE

Public Notice is hereby given in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that "The Shawinigan Water & Power Company", of the City of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a hydro-electric development on the Upper St. Maurice River approximately 1,500 feet below the mouth of the Trenché River in the Townships of Tourouvre and Adams, County of Laviolette.

Notice is also given that a petition to that effect accompanied by plans and specifications of such work showing the site chosen for the construction thereof and the lands affected thereby has been forward to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of La Tuque, at La Tuque, and the Registry Office of the Registration Division of Quebec at Quebec City.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this Notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Montreal this seventh day of November, one thousand nine hundred and forty-seven,
THE SHAWINIGAN WATER & POWER COMPANY,
H. G. BUDDEN,
Secretary.

20548-45-4-0

Notice is hereby given that "Ford Highwood Collieries Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stock, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at 276, St. James Street, Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Sydney Hilder, Secretary, of the City of Montreal.

Quebec, November 15th, 1947.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

20638-0

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association the under name of "L'Alliance des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de Val d'Or" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 5, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val d'Or, Abitibi.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

20640

VIPOND-TOLHURST LIMITED

Certified a true and exact copy of extract from minutes of a meeting of directors of Vipond-Tolhurst Limited, Held at the Head Office of the Company, 845 Quebec Avenue, in the city of Outremont, province of Quebec, on the thirty-first day of October, 1947, at three o'clock in the afternoon.

On motion, duly proposed and seconded, it was unanimously resolved:

That the following By-law to be known as By-Law No. 40 of the Company's By-Laws, be

compagnie, tel que décrété par le Règlement N° 27, soit et il est, par les présentes révoqué et remplacé par le suivant: and it is hereby enacted, the said By-Law reading as follows:

Règlement N° 40

By-Law No. 40

Que le premier paragraphe du Règlement N° 7 des règlements de la compagnie, tel que décrété par le Règlement N° 27, soit et il est par les présentes révoqué et remplacé par le suivant:

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un Bureau de cinq directeurs, trois desquels formeront quorum. Chacun desdits directeurs détiendra en son propre nom au moins une action du capital-actions de la compagnie."

(Sceau) Le Président,
EDGAR F. TOLHURST.
Le Secrétaire,
HALDANE FOSTER.

20642

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés de la Donahue", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 28 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe.

Le sous-secrétaire de la Province,
20653-o JEAN BRUCHÉSI.

MOUNTAIN LODGE COMPANY LIMITED

Règlement N° quatre

Qu'il soit, et il est par les présentes décrété comme Règlement de Mountain Lodge Company Limited (ci-après dénommée "la compagnie") comme suit:

1) Que le nombre des membres du bureau de direction soit et il est par les présentes augmenté de trois à cinq.

2) Que les règlements de la compagnie soient et ils sont par les présentes modifiés conformément à ce qui précède.

Décreté ce 18ème jour d'octobre 1947.

Témoin: le sceau corporatif de la compagnie.

Le Président,
W. G. QUIPP.
Le Vice-président,
W. T. SHARP.

20641

That the first paragraph of By-Law No. 7 of the Company's By-Laws, as enacted by By-Law No. 27, be and it is hereby repealed and the following substituted therefor:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors, of whom three shall form a quorum. Each of the said Directors shall hold in his name at least one share of the capital stock of the Company."

(Seal) EDGAR F. TOLHURST,
President,
HALDANE FOSTER,
Secretary.

20642-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés de la Donahue" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on October 28, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe.

JEAN BRUCHÉSI,
20653 Under Secretary of the Province.

MOUNTAIN LODGE COMPANY LIMITED

By-Law No. four

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of Mountain Lodge Company Limited (hereinafter called the "Company") as follows:

1) The number of members of the Board of Directors be and it is hereby increased from three to five.

2) The By-laws of the Company be and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 18th day of October, 1947.

As witness the Corporate Seal of the Company.

W. G. QUIPP,
President.
W. T. SHARP,
Vice-president.

20641-o

Bills, Assemblée législative

Bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

Quebec, November 13th, 1947.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Québec, le 13 novembre 1947.
Le Greffier,
20626-46-9-o ANTOINE LEMIEUX.

20626-46-9-o

Chartes — Abandon de

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Corporation de l'Aqueduc de Montmagny", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-neuf novembre 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Centre Sportif de Mégantic Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-sept avril 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26 chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "L'Institut Agricole Belge au Canada", constitué en corporation par lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite corporation a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Perreault & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf novembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Poissant La Mauricie Limitée", cons-

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Corporation de l'Aqueduc de Montmagny", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of November, 1927.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276 R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Centre Sportif de Mégantic Incorporé", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of April, 1947.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of "L'Institut Agricole Belge au Canada", incorporated by letters patent dated the twenty-second day of December, 1936.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1946, the said corporation has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Perreault & Fils Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of November, 1944.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Poissant La Mauricie Limitée", incorporated by letters patent

tituée en corporation par lettres patentes en date du quatre août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20637-o L. DESILETS.

LES IMMEUBLES BON AIR INC

Avis est par les présentes donné que la compagnie Les Immeubles Bon Air Inc s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en conformité avec la loi des compagnies de Québec. Montréal, 17 novembre 1947.

Le Secrétaire,
20654-o MARC LEROUX.

HÉROUX & RICARD, COMPANIE LTÉE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Héroux & Ricard, Compagnie Ltée", constituée en corporation d'après la Première Partie de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant son bureau chef en la cité de Montréal, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil pour lui demander la permission d'abandonner sa Charte et obtenir son annulation. Montréal, le 14 novembre 1947.

Le Secrétaire,
20662-o THÉOGENE RICARD.

Avis est par les présentes donné que La Compagnie de Téléphone de LaSarre Ltée, corps politique et incorporé ayant son siège social à LaSarre, Abitibi, province de Québec, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du seize août mil neuf cent vingt huit demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec. La Sarre 12 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
20663-o CÉCILE DAVID.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Téléphone Dupuy Inc" corps politique et incorporé ayant son siège social à Dupuy, Abitibi, province de Québec, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du quatre août mil neuf cent trente neuf demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec. La Sarre le 12 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
20664-o CÉCILE DAVID.

dated the fourth day of August, 1947.

Notice is also hereby given that from and after the eighth day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1947.

L. DESILETS,
20637 Deputy Attorney General.

LES IMMEUBLES BON AIR INC

Notice is hereby given that Les Immeubles Bon Air Inc will apply — to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs Trade & Commerce, for leave to surrender its charter of incorporation, in accordance with the Quebec companies' act.

Montreal, this 17th of November 1947.
20654-o MARC LEROUX,
Secretary.

HÉROUX & RICARD, COMPANIE LTÉE

Notice is hereby given that the company, "Héroux & Ricard, Compagnie Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter and obtain its cancellation.

Montreal, November 14, 1947.
20662 THÉOGENE RICARD,
Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie de Téléphone de LaSarre Ltée", a body politic and corporate, having its head office in LaSarre, Abitibi, province of Quebec, incorporated by letters patent of the province of Quebec, on the sixteenth day of August Nineteen hundred and twenty-eight will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

LaSarre November 12th, 1947.
20663-o CÉCILE DAVID,
Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that "Telephone Dupuy Inc" a body politic and corporate, having its head office in Dupuy, Abitibi, province of Quebec, incorporated by letters patent of the province of Quebec, on the fourth day of August Nineteen hundred thirty-nine will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

La Sarre November 12th, 1947.
20664-o CÉCILE DAVID,
Secretary-Treasurer.

Commission Municipale de Québec

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC

Avis d'échange d'obligations

Loi pour assurer le progrès de l'éducation
(10 Geo. VI, ch. 21; 11 Geo. VI, ch. 32)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation (10 George VI, chapitre 21, tel qu'amendé par 11 George VI, chapitre 32), les commissions scolaires, dont les noms suivent, se sont prévalues de ladite loi, savoir:

(Comté d'Abitibi-Est)
Malartic (protestante).

Quebec Municipal Commission

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION

Notice of exchange of debentures

Act to ensure the progress of Education
(10 Geo. VI, Chap. 21; 11 Geo. VI, Chap. 32)

Notice is, hereby, given that in conformity with the dispositions of the Act to Ensure the Progress of Education (10 George VI, Chapter 21, as amended by 11 George VI, Chapter 32) the school commissions hereafter named have availed themselves of the said law, to wit:

(County of Abitibi-East)
Malartic (protestant).

(Comté de Chambly)
 Saint-Bruno, village.
 (Comté de Gatineau)
 Bouchette-Sud (Blue Sea Lake);
 Messines.
 (Comté de Papineau)
 Ripon (catholique).
 (Comté de Richmond)
 Windsor & Brompton (protestante).
 (Comté de Sherbrooke)
 Lennoxville (protestante).

(County of Chambly)
 St. Bruno, Village.
 (County of Gatineau)
 Bouchette Sud (Blue Sea Lake);
 Messines.
 (County of Papineau)
 Ripon (catholic).
 (County of Richmond)
 Windsor & Brompton (protestant).
 (County of Sherbrooke)
 Lennoxville (protestant).

QUE, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de ladite loi, la Commission municipale de Québec a préparé la réorganisation financière comportant le règlement des dettes desdites commissions scolaires (savoir les emprunts contractés avant le 17 avril 1946), et cette réorganisation a dûment été approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil (O.C. N° 1785 du 5 novembre 1947 et O.C. N° 1889 du 19 novembre 1947). Ladite réorganisation est entrée en vigueur le 7 novembre 1947 pour les commissions scolaires de Malartic (protestante), Bouchette-Sud (Blue Sea Lake), Messines, Ripon (catholique), Windsor & Brompton (protestante) et le 20 novembre 1947 pour les commissions scolaires de Saint-Bruno, village et Lennoxville (protestante).

La réorganisation sera faite comme suit:

(Le mot "dettes" ci-après employé signifie tout emprunt contracté par lesdites commissions scolaires avant le 17 avril 1946.)

1° Tous les emprunts temporaires, ainsi que les intérêts calculés à la date du paiement, seront payés aussitôt que possible. La Commission municipale de Québec communiquera à ce sujet avec tous les créanciers concernés;

2° Toute la partie des dettes à long terme échéant le ou avant le 30 juin 1948 sera payée à la date de leur échéance respective ainsi que les intérêts calculés au taux actuel;

3° Toutes les fractions de \$100.00 ainsi que les intérêts sur les valeurs à échanger, calculés au 1er décembre 1947, seront payés lors de l'échange;

4° Toutes les autres dettes à long terme échéant le ou après le 1er juillet 1948 seront échangées pour des obligations de la Commission municipale de Québec, portant la garantie de la province de Québec, datées du 1er décembre 1947, suivant le tableau, cédule "A", reproduit ci-dessous;

5° Les dettes qui doivent être échangées pour lesdites obligations de la Commission municipale de Québec cesseront de porter intérêt à compter du 1er décembre 1947.

Conformément à ladite réorganisation financière, les détenteurs des obligations visées par le paragraphe 4 ci-dessus sont priés de transmettre, le ou après le 15 décembre 1947, les obligations qu'ils détiennent, émises par les commissions scolaires susdites, à toutes succursales dans la province de Québec de la Banque Canadienne Nationale, ou de la Banque de Montréal, ou de La Banque Royale du Canada, ou de La Banque Canadienne de Commerce, ou de La Banque Provinciale du Canada, ou au bureau principal desdites banques dans les cités de Toronto, Winnipeg ou Vancouver. Les coupons échéant après le 1er décembre 1947 devront être attachés aux obligations remises pour échange.

Daté à Québec, ce 20 novembre 1947.

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC,
 Par le Secrétaire,
 20689-0 CHARLES-A. COUILLARD.

THAT, in compliance with sections 7 and 8 of the said Act, the Quebec Municipal Commission has prepared a financial reorganization of the debts of the said school commissions (i.e. loans contracted prior to the 17th of April 1946), and this reorganization has duly been approved by the Lieutenant-Governor in Council (O.C. No. 1785 of the 5th of November 1947 and O.C. No. 1889 of the 19th of November 1947). The said reorganization has come into force on the 7th of November 1947 for the School Commissions of Malartic (protestant), Bouchette Sud (Blue Sea Lake), Messines, Ripon (catholic) and Windsor & Brompton (protestant), and on the 20th of November 1947 for the School Commissions of St. Bruno, Village, and Lennoxville (protestant).

The said reorganization will be made as follows:

(The word "debts" hereafter used means any loan contracted by the school commissions before the 17th of April 1946.)

1. All temporary loans, including the interests calculated to the date of payment, shall be paid as soon as possible; the Quebec Municipal Commission will communicate with the interested creditors in this connection;

2. All the long term debts maturing on or before the 30th of June 1948 shall be paid on their respective due date with interests at the present rate;

3. All fractions of \$100.00, as well as the interests on the bonds or debentures to be exchanged, calculated up to the 1st of December 1947, shall be paid at the time of the exchange;

4. All other long term debts maturing on or after the 1st of July 1948 shall be exchanged for bonds of the Quebec Municipal Commission, carrying the guarantee of the Province of Quebec, dated December 1st, 1947, as set forth in the chart, schedule "A", hereafter reproduced;

5. All debts to be exchanged for the said bonds of the Quebec Municipal Commission shall cease to bear interest as from the 1st December 1947.

In compliance with the said financial reorganization, all holders of bonds or debentures, referred to in paragraph 4 above, are requested to forward, on or after December 15, 1947, their bonds or debentures, issued by any of the said School Commissions to all branches in the Province of Quebec of the Banque Canadienne Nationale, or of the Bank of Montreal, or of The Royal Bank of Canada, or of The Canadian Bank of Commerce, or of The Provincial Bank of Canada, or at their principal office in the Cities of Toronto, Winnipeg or Vancouver. The interest coupons maturing after the 1st of December 1947 shall be attached to the bonds or debentures remitted for exchange.

Dated at Québec, the 20th day of November 1947.

THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION,
 Per: CHARLES A. COUILLARD,
 20689-0 Secretary.

Cédule "A" — Schedule "A"

LA COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC — THE QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION
 Re: Loi pour assurer le progrès de l'éducation — An Act to ensure the progress of education
 (10 Geo. VI, ch. 21 — 11 Geo. VI, ch. 32)

TABEAU D'ÉCHANGE — EXCHANGE SCHEDULE

Echéances actuelles des valeurs scolaires à être échangées	TAUX D'INTÉRÊT ACTUELS DES VALEURS SCOLAIRES A ÊTRE ÉCHANGÉES ACTUAL RATES OF INTEREST OF SCHOOL SECURITIES TO BE EXCHANGED														
	3	3¼	3½	3¾	4	4¼	4½	4¾	5	5¼	5½	6	6½	7	
Actual maturities of school securities to be exchanged	TAUX D'INTÉRÊT ET ÉCHÉANCES DES NOUVELLES OBLIGATIONS RATES OF INTEREST AND MATURITIES OF NEW BONDS														
	2¾%				3%				3¼%						
1 — 1948	1948	1948	1949	....	1948	....	1949	....	1951	1948	1949	1951	1952	1954	....
2 — 1949	1948	1950	1951	....	1949	1949	1951	....	1952	1949	1951	1952	1953	1955	....
3 — 1950	1950	1951	1952	....	1950	1951	1952	....	1953	1951	1952	1953	1955	1956	....
4 — 1951	1951	1952	1953	....	1952	1953	1954	....	1955	1952	1953	1954	1956	1958	....
5 — 1952	1952	1953	1954	....	1953	....	1955	....	1956	1954	1955	1956	1958	1960	....
6 — 1953	1953	1954	1955	1956	1954	....	1956	....	1957	1955	....	1958	1959	1961	....
7 — 1954	1954	1955	1956	1957	1956	....	1958	....	1959	1956	....	1959	1961	1963	....
8 — 1955	1955	1956	1957	1958	1957	....	1959	1960	1960	1958	....	1960	1962	1964	1966
9 — 1956	1956	1957	1958	....	1958	....	1960	....	1962	1960	....	1962	1964	1966	....
10 — 1957	1957	1958	1959	....	1960	....	1962	....	....	1961	....	1963	1965	1967	....
11 — 1958	1958	1959	1960	....	1962	....	1963	....	....	1963	....	1965	1967	1969	....
12 — 1959	1959	1960	1961	....	1963	....	1964	....	....	1964	....	1966	1968	1970	....
13 — 1960	1960	1961	1962	....	1964	....	1966	....	....	1966	....	1968	1970	1972	....
14 — 1961	1961	1962	1963	....	1965	....	1967	....	1968	1967	....	1969	1971	1973	....
15 — 1962	1962	1963	1964	....	1966	....	1968	....	....	1969	....	1971	1973	1975	....
16 — 1963	1963	1964	1965	....	1968	....	1970	....	....	1970	....	1972	1974	1976	....
17 — 1964	1964	1965	1966	....	1969	....	1971	....	....	1972	....	1974	1976	1977	....
18 — 1965	1965	1966	1966	....	1970	....	1971	....	....	1973	....	1975	1977	1977	....
19 — 1966	1966	1966	1966	....	1971	....	1972	....	....	1975	....	1977	....	1977	....
20 — 1967	1966	1966	1966	....	1971	....	1972	....	....	1976	....	1977	....	....	....
21 — 1968	1966	1966	1967	....	1971	....	1972	....	....	1977	....	1977	....	....	....
22 — 1969	1966	1966	1967	....	1972	....	1972	....	....	1977	....	1977	....	....	....
23 — 1970	1966	1967	1967	....	1972	....	1972	....	....	1977	....	1977	....	....	....
24 — 1971	1966	1967	1967	....	1972	....	1972	....	....	1977	....	1977	....	....	....
25 — 1972	1966	1967	1967	....	1972	....	1972	....	....	....	....	1977	....	....	....
26 — 1973	1967	1967	1967	....	1972	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....
27 — 1974	1967	1967	1967	....	1972	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....
28 — 1975	1967	....	1967	....	1972	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....
29 — 1976	1967	....	1967	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
30 — 1977	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
31 — 1978	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
32 — 1979	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
33 — 1980	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
34 — 1981	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
35 — 1982	1967	....	....	....	1972	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
36 — 1983	1967	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
37 — 1984	1967	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....
38 — 1985	1967	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....	....

Note: Les obligations scolaires échéant avant le 1er juillet 1948 seront payées comptant à leurs échéances respectives, avec intérêts calculés au taux actuel. Celles échéant entre le 1er juillet et le 31 décembre 1948 inclusivement seront échangées pour des obligations échéant à l'année indiquée au haut du tableau. Les obligations émises en vertu de cette loi portent la date du 1er décembre 1947.

Note: School securities maturing before July 1st, 1948 are to be paid in cash at their respective maturities, with interest calculated at the present rate. Those maturing between July 1st and December 31st, 1948 inclusively will be exchanged for bonds maturing in the year indicated at the top of the schedule. The bonds issued under this Act are dated December 1st, 1947.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Parks-Cramer Company", a été autorisée de faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec et sujets aux formalités requises par les lois maintenant en vigueur dans cette province.

Le principal agent de la corporation en cette province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédures intentées contre elle, est M. Ralph W. Becket, de Chambre 1700, Edifice Royal Bank, Montréal.

Le siège social de la corporation dans la Province est établi à Chambre 1700, Edifice Royal Bank, en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 11 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20650 JEAN BRUCHESI,

Companie Licensed to do Business

Notice is hereby given that "Parks-Cramer Company" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the Corporation in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Ralph W. Becket of Room 1700, The Royal Bank Building, Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is established at Room 1700, The Royal Bank Building, in the City of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 11th day of November, 1947.

JEAN BRUCHESI,
20650-o Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Avis public est donné que Lucien Larocque, commerçant, et Berthe Williams, son épouse, tous deux domiciliés en la municipalité de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passage d'une loi aux fins de valider l'adoption des enfants Joseph-Jean-Pierre Hamel et Marie-Florence-Pierrette Hamel, de décréter que ces enfants sont et seront à l'avenir considérés comme leurs enfants adoptifs, et qu'ils seront désormais connus et désignés sous les noms de Joseph-Jean-Pierre Larocque et Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, ce 11 novembre 1947.

Le Procureur des pétitionnaires,
20607-46-4-o (Signé) MARCEL MARIER.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Dominion Alkali & Chemical Company Limited, corps politique dûment incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans le Village du Lac St-Louis, District de Beauharnois, Qué., s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale ou Acte Privé aux fins suivantes:

RATIFIANT ET CONFIRMANT LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

a) Résolution du Conseil Municipal de la Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil, dûment appelée et tenue le 21 avril 1947;

b) Résolution des Commissaires d'Écoles de la Commission des Écoles Municipales de la dite Ville de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée des dits Commissaires d'Écoles, dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (a) et (b) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali and Chemical Company Limited, pour

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that Lucien Larocque, and Berthe Williams, his wife, both domiciled in the municipality of Drummondville Ouest, county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to validate and legalize the adoption of their children Joseph-Jean-Pierre Hamel and Marie-Florence-Pierrette Hamel, and to enact that these children are and will be in the future considered as their adoptive children, being known and designated as Joseph-Jean-Pierre Larocque and Marie-Pierrette Larocque.

Drummondville, November 11th, 1947.

(Signed) MARCEL MARIER,
20607-46-4-o Attorney for petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Dominion Alkali & Chemical Company Limited, a body politic and corporate and duly incorporated, having its head office and principal place of business in the Village of Lake St. Louis, in the district of Beauharnois, will apply at the next session of the Legislature for the Province of Quebec, for the passing of a special act or private bill for the following purposes:

TO CONFIRM AND RATIFY:

a) A resolution of the Municipal Council of the Town of Beauharnois in the district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Council duly called and held on April 21st, 1947;

b) A resolution of the School Commissioners of the Municipal School Commission of the said Town of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said School Commissioners duly called and held on April 22nd, 1947;

The said resolutions (a) and (b) above-mentioned having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of Dominion Alkali & Chemical Company Lim-

être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Ville de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique pour être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années..	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième, neuvième, et dixième année	75,000.00

ET DE PLUS, POUR RATIFIER ET CONFIRMER LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES:

c) Une résolution du Conseil Municipal de la Municipalité du Village du Lac St-Louis, district de Beauharnois, Qué., adoptée lors d'une assemblée du dit Conseil Municipal, dûment appelée et tenue le 25 avril 1947;

d) Une résolution des Commissaires d'Écoles de la Paroisse de St-Clément, district de Beauharnois, Qué., adoptée par les dits Commissaires lors d'une assemblée dûment appelée et tenue le 22 avril 1947.

Les dites résolutions (c) et (d) ci-haut mentionnées, ayant pour effet de déterminer pour fins municipales et scolaires respectivement, l'évaluation des immeubles appartenant à Dominion Alkali & Chemical Company Limited, pour être utilisés à des fins industrielles, et situés dans les limites de la Municipalité du dit Village du Lac-St-Louis, district de Beauharnois, Qué., pour une période de dix ans à compter du commencement de la production d'une usine chimique à être érigée en tout ou en partie sur les dits immeubles, d'après la base suivante:

Pour les deux premières années..	\$20,000.00
Pour la troisième, quatrième et cinquième année	50,000.00
Pour la sixième, septième, huitième, neuvième et dixième année	75,000.00

Beauharnois, P.Q., le 18 novembre 1947.
Le Procureur de Dominion Alkali & Chemical Company Limited,
20661-47-4-o PAUL S. SMITH, K.C.

ited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Town of Beauharnois, P.Q. for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant, to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years	75,000.00

AND FURTHER TO CONFIRM AND RATIFY:

c) A resolution of the Municipal Council of the Municipality of the Village of Lake St. Louis, district of Beauharnois, P.Q. passed at a meeting of the said Municipal Council duly called and held on April 25th, 1947;

d) A resolution of the School Commissioners of the Parish of St. Clement in the district of Beauharnois, passed by the said Commissioners at a meeting duly called and held on April 22nd, 1947.

The said resolutions (c) and (d) above-mentioned having for their object the fixing of the assessment value both for municipal and school purposes of the immovable property or properties of the Dominion Alkali & Chemical Company Limited to be used for industrial purposes and situate within the limits of the Municipality of the said Village of Lake St. Louis for a period of ten years following the commencement of production of a chemical plant to be erected in whole or in part on the said property or properties, on the following basis:

For the first two years	\$20,000.00
For the third, fourth and fifth years	50,000.00
For the sixth, seventh, eighth, ninth and tenth years	75,000.00

Beauharnois, P. Q., November 18, 1947.
PAUL S. SMITH, K.C.,
Attorney for Dominion Alkali & Chemical Company Limited.
20661-47-4-o

Département de l'Instruction publique

No 966-47.

Québec, le 17 novembre, 1947.

Attendu que les syndicats des écoles dissidentes de la municipalité scolaire de Amos, dans le comté d'Abitibi-Est, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans ladite municipalité, que les dissidents sont maintenant en trop petit nombre pour maintenir une école conformément à la loi, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la Gazette Officielle de Québec, je recommanderai à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil que la corporation des syndicats desdites écoles dissidentes pour ladite municipalité soit déclarée dissoute dans le délai indiqué par l'article 110 des statuts refondus de la Province de Québec, 1941, chapitre 59.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20659-47-3-o J.-P. LABARRE.

No 1152-47.

Québec, le 17 novembre 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Raymond, dans le comté de Portneuf, le lot 616 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, et de l'annexer à la municipalité du village de Saint-Raymond.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20657-47-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 966-47.

Quebec, November 17, 1947.

Whereas the Trustees of the dissentient schools of the School Municipality of Amos, in the county of Abitibi-East, have been one year without a school in the said municipality, that the dissentients are now too few in number to maintain a school in conformity with the law, I give notice that after three consecutive publications in the Quebec Official Gazette, I shall recommend to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be abolished within the delay indicated by section 110 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, chapter 59.

J.-P. LABARRE,
20659-47-3 Superintendent of Education.

No. 1152-47.

Quebec, November 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Saint-Raymond, in the county of Portneuf, lot 616 of the official cadastre for the parish of Saint-Raymond, and to annex it to the municipality of the village of Saint-Raymond.

J.-P. LABARRE,
20657-47-2 Superintendent of Education.

N° 563-45.

Québec, le 17 novembre, 1947.

Demande est faite, de changer le nom de la municipalité scolaire de Deshaies, dans le comté d'Abitibi-Est, en celui de Saint-Edmond d'Abitibi.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20656-47-2-o J.-P. LABARRE.

No. 563-45

Quebec, November 17, 1947.

Application is made to change the name of the school municipality of Deshaies, in the county of Abitibi-East, into that of Saint-Edmond d'Abitibi.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

N° 535-41.

Québec, le 15 novembre, 1947.
ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 4 et 11 octobre 1947, concernant la municipalité scolaire de Saint-Louis de Joannes, il faut ajouter dans la deuxième ligne, après le mot "distincte", "Pour les catholiques seulement".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20658-o J.-P. LABARRE.

No. 535-41

Quebec, November 15, 1947.
ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 4th and 11th of October, 1947, concerning the school municipality of Saint-Louis de Joannes, after the words "school municipality" in the second line, the words "for Catholics only", should be added.

J.-P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département du travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et District, inc.

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie, inc., pour les employeurs et les salariés de l'industrie, du commerce des métiers visés, suivant les conditions ci-après indiquées:

I. *Définitions:* Pour les fins du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "horloger" désigne toute personne qui nettoie, ajuste, synchronise ou répare tout mécanisme, toute machine ou tout appareil qui marque les heures, ou qui ajuste, fabrique en tout ou en partie, répare ou remplace toutes pièces ou toutes autres parties de ces mécanismes, machines et appareils.

b) Le terme "mécanisme, machine ou appareil qui marque les heures" désigne tout mécanisme, machine ou appareil qui marque les heures les minutes ou les secondes au fur et à mesure que le temps s'écoule, qui est complet par lui-même et ne dépend d'aucune force extérieure constante et continue.

c) Le terme "bijoutier" signifie toute personne qui, par sa profession ou son commerce, fait, répare et vend des bijoux.

d) Le terme "bijoux" signifie les pierres précieuses ou semi-précieuses et tout objet fait ou orné ou plaqué d'or ou d'argent ou de tout autre métal précieux.

e) Le terme "graveur" désigne tout salarié qui s'occupe de graver, ciseler les bijoux.

g) Le terme "sertisseur" désigne tout salarié qui ajuste les pierres précieuses et semi-précieuses.

h) Le terme "plaqueur" désigne tout salarié qui plaque les bijoux.

i) Le terme "commis" désigne tout salarié

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et District, inc."

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie, inc."

for the employers and the employees of the industry, the trade and occupations concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of the decree, the following words have the meaning hereafter given to them:

a) The word "clockmaker" means one who cleans, sets, synchronizes or repairs any mechanism, instrument or apparatus measuring the hours, or who sets, makes, in whole or part, repairs or replaces any part of such mechanisms, instruments and apparatus.

b) The words "mechanism, instrument and apparatus measuring the hours" mean any mechanism, instrument and apparatus measuring the hours, minutes or seconds, complete in itself, and not depending upon a constant and continuous outside motive power.

c) The word "jeweller" means any person whose occupation or trade consists in making, repairing and selling jewels.

d) The word "jewel" means precious or semi-precious stones and any object made of, ornamented or plated with gold or silver or any other precious metal.

e) The word "engraver" means any employee whose work consists in engraving and chiseling jewels.

g) The word "setter" means any employee who sets precious and semi-precious stones.

h) The words "silver plater" means any employee who plates jewels.

i) The word "clerk" means any employee

qui s'occupe de la vente, de l'étalage des marchandises et de l'entretien de l'établissement.

j) Le terme "établissement" désigne tout magasin, boutique ou tout autre local où l'on exerce, exécute ou accepte l'une ou l'autre des opérations définies aux paragraphes "a" et "c" du présent article.

k) Le mot "employeur" désigne toute personne qui a à son emploi un ou plusieurs salariés appartenant à l'une ou l'autre des catégories mentionnées au présent article.

l) Le mot "artisan" désigne toute personne qui exerce elle-même le métier d'horloger ou de bijoutier pour son propre bénéfice et qui n'a pas d'employé.

m) Les termes "horloger-senior" et "horloger-junior" désignent toute personne qui possède la compétence requise pour exercer le métier d'horloger, tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

n) Les termes "bijoutier-senior" et "bijoutier-junior" désignent toute personne qui possède la compétence requise pour exercer le métier de bijoutier, tel que défini au paragraphe "c" du présent article.

o) Le terme "apprenti-horloger" désigne toute personne qui apprend le métier d'horloger, tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

p) Le terme "apprenti-bijoutier" désigne toute personne qui apprend le métier de bijoutier tel que défini au paragraphe "c" du présent article.

II. *Juridiction professionnelle*: Le décret régit le métier d'horloger et de bijoutier tel que défini ci-dessus.

III. *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les comtés de Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet et Bagot.

IV. *Heures de travail*: La durée régulière de travail des employés régis par le décret est de quarante-huit (48) heures par semaine, à l'exception du temps des fêtes qui comprend la période entre le quinze (15) décembre et le premier (1) janvier où la durée régulière de travail est de soixante (60) heures par semaine.

V. Tout travail exécuté en plus des heures susdites est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré comme tel.

VI. *Taux minima de salaire*: Les taux minima de salaires pour chaque semaine de quarante-huit (48) heures de travail sont les suivantes:

Bijoutiers-séniors	\$42.00
Horlogers-séniors	42.00
Graveurs	42.00
Soudeurs	42.00
Sertisseurs	42.00
Plaqueurs	42.00
Bijoutiers-juniors	30.00
Horlogers-juniors	30.00
Commis:	
1er semestre	15.00
2e semestre	16.00
2e année	17.00
3e année	18.00
4e année	20.00
5e année	22.00

VII. *Dispositions spéciales*: Toute rémunération doit être payée conformément aux dispositions du décret. Tout contrat à commission est illégal, s'il établit des taux inférieurs aux minima spécifiés dans le décret.

VIII. *Vacances payées*: Tout employé assujéti au décret a droit chaque année à une semaine de vacances payée d'avance, après une année complète de service pour le même employeur, et à deux semaines de vacances payée d'avance après trois années de service pour le même employeur. L'employeur après entente avec l'em-

engaged in the sale, display of goods and maintenance of the establishment.

j) The word "establishment" means any store, shop of other place of business where any one of the operations described in subsections "a" and "c" of the present section are carried on, performed or accepted.

k) The word "employer" means any person who has, in his employ, one or more employee belonging to one of the categories mentioned in the present section.

l) The word "artisan" means any person who personally plies the clock-maker's or jeweller's trade, for his own benefit, and who has no employee.

m) The words "senior clockmaker" and "junior clockmaker" mean any person who has the competency required for the plying of the clockmaker's trade, as defined in subsection "a" of the present section.

n) The words "senior jeweller" and "junior jeweller" mean any person who has the competency required for the plying of the jeweller's trade, as defined in subsection "c" of the present section.

o) The words "apprentice clockmaker" mean any person who learns the clockmaker's trade as defined in subsection "a" of the present section.

p) The words "apprentice-jeweller" mean any person who learns the jeweller's trade as defined in subsection "c" of the present section.

II. *Professional jurisdiction*: The decree shall govern the clockmaker's and jeweller's trade as defined hereabove.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the counties of Drummond, Arthabaska, Richmond, Nicolet and Bagot.

IV. *Hours of work*: The standard duration of work of the employees governed by the decree shall be one of forty-eight (48) hours per week, with the exception of the holidays period which includes the period between December 15 and January 1, when the standard duration of work shall consist of sixty (60) hours per week.

V. Work performed in excess of the hours above mentioned is considered as overtime work and shall be remunerated accordingly.

VI. *Minimum wage rates*: The minimum wage rates for each week of forty-eight (48) hours of work shall be as follows:

Senior jeweller	\$42.00
Senior clockmaker	42.00
Engraver	42.00
Solderer	42.00
Setter	42.00
Silver-plater	42.00
Junior jeweller	30.00
Junior clockmaker	30.00
Clerk:	
1st six months	15.00
2nd six months	16.00
2nd year	17.00
3rd year	18.00
4th year	20.00
5th year	22.00

VII. *Special provisions*: All remunerations shall be paid in conformity with the provisions of the decree. All contracts on a commission basis are illegal when stipulating lower rates than the minimum ones established by the decree.

VIII. *Vacation with pay*: All employees governed by the decree is entitled, each year, to a vacation of one week, paid in advance, after a whole year of service for the same employer, and of two weeks, paid in advance, after three whole years of service for the same employer. The employer, after agreement with the employee,

ployé déterminera la période de telles vacances entre le 1er juin et le 1er septembre.

IX. *Apprentissage*: a) Toute personne qui désire apprendre le métier d'horloger ou de bijoutier doit suivre un cours d'apprentissage de trois (3) ans et se soumettre aux conditions suivantes:

1° Avoir atteint seize (16) ans révolus et n'avoir pas plus de vingt-cinq (25) ans révolus.

2° Avoir un certificat d'études de la neuvième année du cours élémentaire.

3° S'enregistrer au Comité Paritaire et obtenir un carnet d'apprenti dans lequel doivent être inscrits ses états de service avec chaque employeur.

b) Tout apprenti-horloger ou apprenti-bijoutier doit se présenter au Bureau des Examineurs du Comité paritaire dans les trente jours qui suivent son embauchage au service d'un maître bijoutier-horloger.

c) A l'expiration des trois (3) années d'apprentissage, l'apprenti horloger ou l'apprenti bijoutier peut se présenter au Bureau des examinateurs du comité paritaire pour subir les examens requis en vue de devenir sénior. Au cas d'insuccès, il peut se présenter et subir les examens subséquents. Après son stage d'apprentissage, il peut se présenter aux examens tant et aussi longtemps qu'il n'aura pas subi avec succès les examens prescrits.

d) Pour avoir un apprenti, l'artisan doit être qualifié et posséder un certificat d'horloger-sénior ou de bijoutier-sénior.

e) *Taux de salaires minima*: Les taux de salaire hebdomadaire des apprentis pour quarante-huit heures de travail sont les suivants:

1er semestre.....	\$10.00
2e semestre.....	12.00
2e année.....	18.00
3e année.....	25.00

i) L'apprenti-horloger et l'apprenti-bijoutier doit être employé exclusivement à l'étude de son métier durant au moins 75% de la durée du travail.

X. Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au prorata plus 50% du salaire reçu.

XI. Tout individu, société, firme ou corporation qui, n'exerçant pas le métier d'horloger ou de bijoutier et n'étant pas détenteur d'un certificat de qualification conformément à la Loi, tient ou opère un établissement tel que défini au paragraphe "j" de l'article I du décret doit avoir à son emploi, dans cet établissement, au moins un horloger-sénior ou un bijoutier-sénior possédant un certificat de qualification.

XII. *Durée du décret*: Le décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 octobre 1948.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours ayant le 31 octobre de l'année 1948 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1947.

20681-0

will determine the period of such vacation between June 1 and September 1.

IX. *Apprenticeship*: a) Every person wishing to learn the clockmaker's or jeweller's trade shall attend an apprenticeship course of three (3) years and abide by the following conditions:

1. Be at least sixteen (16) years old and not more than twenty-five (25).

2. Hold a study certificate of the ninth year of the Elementary Course.

3. Register with the Parity Committee and obtain an apprentice booklet in which shall be inscribed the periods of service with each employer.

b) Every apprentice clockmaker or apprentice jeweller shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee within the thirty days following his hiring by a master jeweller-clockmaker.

c) At the expiration of the three (3) years of apprenticeship, the apprentice clockmaker or the apprentice jeweller shall sit before the Board of Examiners of the Parity Committee for the examinations required to become senior. In the event of failure, he may sit for the subsequent examinations. After his apprenticeship period, he may sit for examinations as often and as long as is required for his passing of the prescribed examinations.

d) To have an apprentice, the artisan must be qualified and hold a certificate as senior clockmaker or as senior jeweller.

e) *Minimum wage rates*: The weekly wage rates of the apprentices for forty-eight hours of work are as follows:

1st six months.....	\$10.00
2nd six months.....	12.00
2nd year.....	18.00
3rd year.....	25.00

i) The apprentice clockmaker and the apprentice jeweller shall be employed exclusively in the study of his trade for at least 75% of the duration of work.

X. Overtime work shall be remunerated at the rate of time and one half.

XI. Any individual, partnership, firm or corporation neither plying the clockmaker's or jeweller's trade nor holding a certificate of competency pursuant to the Act, but keeping or operating an establishment as defined in subsection "j" of section I of the decree shall employ, in such establishment, at least one senior clockmaker or one senior jeweller holding a certificate of competency.

XII. *Duration of the decree*: The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until October 31, 1948.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notify the other party, in writing, to the contrary within a period not to exceed sixty (60) days, no to be less than thirty (30) before October 31 of the year 1948, or of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections to the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 22, 1947.

20681-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1847, du 10 septembre 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1881, du 12 novembre, 1947, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No 1847, of September 10, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1881 of November 12, 1947, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la Gazette officielle de Québec au 17 septembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the Quebec Official Gazette to September 17th, 1948 and apply as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% du salaire hebdomadaire moyen du compagnon, soit \$22.00 pour le boulanger, \$22.00 pour le pâtissier et \$22.00 pour le distributeur de pain.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the weekly wages fixed for the lowest paid journeyman, namely \$22.00 for the baker, \$22.00 for the pastry-maker and \$22.00 for the bread deliverer.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail régulières et supplémentaires, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the regular and overtime hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le cinq de chaque mois.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. Rapport financier

3. Financial Report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: December 31, 1947, March 31, June 30 and September 30, 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, pour la période se terminant le 17 septembre 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period ending September 17th 1948.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PATISSERIE DE GRANBY

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période se terminant le 17 septembre 1948.

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending September 17th, 1948.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels et des artisans, (1/2 de 1%)	\$240.00
Cotisations des salariés (1/2 de 1%)	240.00
	<hr/>
	\$480.00

Receipts:

Professional employers' and artisans' assessments (1/2 of 1%)	\$240.00
Employees' assessments (1/2 of 1%)	240.00
	<hr/>
	\$480.00

Dépenses:

Salaires du secrétaire et inspecteur	\$200.00
Vérification des livres	35.00
Electricité, loyer, téléphone	100.00
Timbres, impressions, papeterie, etc.	45.00
Frais légaux	50.00
Divers	50.00
	<hr/>
	\$480.00

Expenses:

Salaries: Secretary and Inspector	\$200.00
Audition of books	35.00
Electricity, rent, telephone	100.00
Stamps, printing, stationery, etc.	45.00
Legal fees	50.00
Miscellaneous	50.00
	<hr/>
	\$480.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1947. 20678-0Department of Labour,
Quebec, November 22, 1947. 20678-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille, dont le siège social est situé à Montréal, établi en exécution du décret numéro 1661, du 8 octobre 1947, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1881, du 12 novembre 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives, notice that the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, whose corporate seat is in Montreal, established under decree number 1661 of October 8, 1947, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 1881 of November 12, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* jusqu'au 1er septembre 1948; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of September 1948 and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent aux employés régis par le décret numéro 1661.

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 1661.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 1661 doivent également payer au comité paritaire 1/8 de 1% du salaire gagné par eux dans l'exécution du travail régi par ledit décret.

b) All the artisans subject to Decree No. 1661 must also pay to the Parity Committee 1/8 of 1% of the wages earned by them for work governed by said Decree.

c) Les salariés régis par le décret numéro 1661 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à 1/8 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

c) The employees governed by the said Decree No. 1661 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/8 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire, met à la disposition des employeurs professionnels des formules indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes dues au comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums due to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des prélèvements doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1947, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la période se terminant le 1er septembre 1948.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION DE MÉTAL EN FEUILLE
655, Immeuble New Birks
Montréal

État des recettes et des déboursés requis par le Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille pour la mise à exécution du décret numéro 1661.

Période du 18 octobre, 1947, au 1er septembre 1948.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 5,131.00
Cotisations des salariés	5,131.00
	<hr/>
	\$10,262.00

Déboursés:

Comité paritaire des matériaux de construction (services à \$500.00 par mois).....	5,250.00
Auditeur	175.00
Secrétaire-trésorier	367.00
Frais légaux	960.00
Impression et papeterie	345.00
Frais de déplacement	700.00
Divers et dépenses imprévues	180.00
Jetons de présence	1,485.00
Dépenses de bureau et divers	800.00
	<hr/>
	\$ 10,262.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1947. 20677-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 1880 du 12 novembre 1947, section "A", un règlement spécial adopté par le Comité conjoint de l'Industrie de la fabrication du métal en feuille a été approuvé et ajouté à la constitution et aux règlements généraux dudit

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of everyone of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of the period for which the said report is required.

3. Financial Report

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: December 31st 1947, March 31st, June 30th and September 30th 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry, for the period ending September 1st 1948.

JOINT COMMITTEE OF THE SHEET METAL FABRICATING INDUSTRY
655, New Birks Building, Montreal

Estimate of receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry for the administration of Decree No. 1661.

Period from October 18th 1947 to September 1st 1948:

Receipts:

Levies from professional employers	\$ 5,131.00
Levies from employees	5,131.00
	<hr/>
	\$10,262.00

Disbursements:

Building Materials Joint Committee (Services at \$500.00 per month) ..	\$ 5,250.00
Auditor	175.00
Secretary-Treasurer	367.00
Legal Expenses	960.00
Printing and Stationery	345.00
Travelling Expenses	700.00
Unforeseen expenses and sundries ..	180.00
Attendance fees	1,485.00
Office expenses and miscellaneous ..	800.00
	<hr/>
	\$10,262.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Québec, November 22, 1947. 20677-0

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 1880 of November 12, 1947, part "A", a special by-law adopted by the Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry has been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, approv-

Comité paritaire approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1769 du 29 octobre 1947, section "A".

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes dudit règlement spécial ont été déclarées obligatoires:

"Tenue d'un registre: Conformément aux dispositions du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire rend obligatoire pour tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1661, du 8 octobre 1947, la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les nom, prénom et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, l'heure exacte à laquelle le travail fut commencé interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et les salaires payés avec mention du mode et de la période de paiement, ainsi que tout autre renseignement jugé utile pour la mise à exécution du décret."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1947. 20680-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux dont le texte suit, adoptés par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1730, du 23 octobre 1947, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1880 du 12 novembre 1947 (Section "B") et ont été ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1769 du 29 octobre 1947 (Section "B").

En vertu de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires.

Règlements spéciaux

"Article 26. Tenue du registre: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par les décrets numéros 1730 du 23 octobre 1947 et 102 du 11 janvier 1945 et amendements, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

De plus, le comité a le pouvoir de requérir sous serment de tout employeur ou de tout salarié et même à l'endroit où ce dernier exécute son travail, les renseignements qu'il juge nécessaires et de réclamer de tout employeur et de tout salarié qui violent les dispositions du décret relatives au salaire, un montant équivalent à vingt pour cent (20%) de la différence entre le salaire rendu obligatoire et celui effectivement payé."

"Article 27. Certificat de qualification: Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour les salariés des métiers suivants: briqueteur, maçon, plâtrier, charpentier-menuisier, peintre, ferblantier-couvreur, poseur de marbre, poseur de tuile, poseur de terrazzo, polisseur de terrazzo

ed by Order in Council number 1769 of October 29, 1947, part "A".

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-law have been rendered obligatory:

"Keeping of Register: In accordance with subsection "g" of section 20 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers regulated by Decree No. 1661 of the 8th of October 1947, the keeping of a register in which are shown the name in full and residence of each employee in their employ, his competency, the exact hour at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of the work and wages paid, with mention of the method and time of payment, and all other information deemed useful in the application of the Decree."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 22, 1947. 20680-0

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Joint Committee of the Construction Industry, Québec, formed under decree number 1730 of October 23, 1947, have been approved by Order in Council number 1880 of November 12, 1947 (Part "B") and have been added to the constitution and the general by-laws of the said Parity Committee, approved by Order in Council number 1769 of October 29, 1947 (Part "B").

Pursuant to the Collective Agreement Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

Special by-laws

Article 26. Keeping of a register: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for all professional employers governed by the decrees 1730 of October 23, 1947, and 102 of January 11, 1945, and amendments, the keeping of a register in which are shown the name in full and address of every employee in their employ, his competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the method and period of payment, and all other information deemed useful in the application of the decree.

Moreover, the Committee has the power to require under oath from any employer or from any employee, even where the latter carries on his work, the information deemed necessary and to claim from any employer and from any employee violating the provisions of the decree pertaining to the wages, an amount equal to twenty per cent (20%) of the difference between the wages rendered obligatory and those actually paid."

Article 27. Certificate of competency: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders obligatory the certificate of competency for all the employees of the following trades: Bricklayer, mason, plasterer, carpenter-joiner, painter, tinsmith-roofer, marble setter, tile layer, terrazzo layer, terrazzo machine poli-

à la machine, jointoyeur, finisseur de ciment, poseur de lattes en bois, poseur de lattes métalliques, préposé aux pelles mécaniques, préposé aux tracteurs, préposé aux grues, mécanicien et ajusteur en fer et bronze ornemental, monteur de fer structural, mécanicien en tuyauterie (plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération) non soumis à la Loi provinciale des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173 et amendements), et mécanicien en isolement d'amiante, et ce, dans tout le territoire compris dans les limites de la zone I ainsi que dans les cités de Thetford-Mines et Rivière-du-Loup, la ville de Rimouski et les municipalités de Notre-Dame-du Sacré-Cœur, Saint-Germain de Rimouski et Rimouski-Est, faisant partie de la juridiction territoriale déterminée dans le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 octobre 1947."

"Article 28. Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend également le certificat de qualification obligatoire pour les menuisiers-d'atelier-à-l'établi et les menuisiers-d'atelier-sur-machines, assujettis au décret numéro 102 du 11 janvier 1945; il rend aussi obligatoire le certificat de classification pour les autres salariés assujettis audit décret, sauf les journaliers, dans toute la juridiction territoriale dudit décret."

"Article 29. Bureau d'examineurs: Le Comité paritaire doit créer des bureaux d'examineurs et choisir toutes les personnes jugées compétentes à siéger sur ces bureaux pour déterminer les qualifications des ouvriers et des apprentis, autoriser ces bureaux à décerner en son nom des certificats de qualification et à prélever les honoraires prévus par la loi."

"Article 30. Les présents règlements valident les certificats de qualification dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme "bona fide" par l'honorable Ministre du Travail, pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2, George VI, chapitre 52."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 novembre 1947. 20679-0

sher, joint pointer, cement finisher, driller, lather-wood, lather-metal, shovel operator, tractor operator, crane operator, ornamental iron and bronze mechanic and fitter, pipe mechanic (plumber, steamfitter, refrigeration mechanic) not governed by the Provincial Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173, and amendments), and asbestos insulation mechanic. The certificate is obligatory in the entire territory comprised within the limits of zone I and in the cities of Thetford-Mines and Rivière-du-Loup, the town of Rimouski and the municipalities of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Saint-Germain of Rimouski and Rimouski-East, being part of the territorial jurisdiction determined in decree 1730 of October 23, 1947, published in the *Quebec Official Gazette* of October 25, 1947."

"Article 28. Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee also renders obligatory the certificate of competency for shop bench joiners and shop machine joiners governed by the decree number 102 of January 11, 1945; it also renders obligatory the certificate of classification for the other employees governed by the said decree, with the exception of labourers, in the entire territorial jurisdiction of the said decree."

"Article 29. Board of Examiners: The Parity Committee shall form boards of examiners and appoint all persons deemed competent to sit on such boards in order to determine the competency of the tradesmen and apprentices; it shall also authorize the boards to issue certificates of competency in its name and to levy the fees provided by the Act."

"Article 30. The present by-laws validate the certificates of competency issued by labour unions known as "bona fide" organizations by the Minister of Labour, provided they were issued before March 18, 1938, date of sanction of the Act 2, George VI, chapter 52."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 22, 1947. 20679-0

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

Avis est donné par les présentes que les membres de Guglioneseana Mutuel Benefit Association, société de secours mutuels, ont, lors d'une assemblée générale spéciale tenue le 9 novembre 1947, décidé de la liquidation de la société dans les trente (30) jours qui suivront la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le liquidateur nommé est monsieur R. Lefebvre, domicilié à 7026, rue Papineau, Montréal.

Tous les créanciers de cette société de secours mutuels devront, par conséquent, produire dans les trente (30) jours leur créance et la preuve d'icelle.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 18 novembre 1947.
L'Inspecteur des sociétés de secours mutuels,

GEORGES LAFRANCE,
20660-47-2-0 Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the members of Guglioneseana Mutual Benefit Association, a mutual benefit society, have decided, at a special general meeting held on November 9, 1947, to wind up the society within the thirty (30) days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

The liquidator appointed is Mr. R. Lefebvre, domiciled at 7026, Papineau Street, Montreal.

All the creditors of this Mutual Benefit Society shall therefore produce within the above named thirty (30) days their claim and proof of same.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, on the 18 of November, 1947.

The Inspector of Mutual Benefit Associations,
GEORGES LAFRANCE,
20660-47-2-0 Superintendent of Insurance.

Greffes de notaire

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Georges Lemaire, notaire, demeurant et pratiquant à St-David d'Yamaska, district judiciaire de Richelieu, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me L.D. Théod. Vanasse, notaire décédé, qui pratiquait à St-Guillaume d'Upton, district judiciaire de Richelieu.

Québec, 18 novembre 1947.
Le Sous-secrétaire de la Province,
20665-0 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Georges Lemaire, notary, residing and practising at St-David d'Yamaska, judicial district of Richelieu, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes repertory and index of Me L. D. Théod. Vanasse, deceased notary, who practised at St-Guillaume d'Upton, judicial district of Richelieu.

Quebec, November 18, 1947.
JEAN BRUCHÉSI,
20665 Under Secretary of the Province.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIÈME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à
Québec,

20627-46-9-0 ANTOINE LEMIEUX.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec:

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Québec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOURTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Québec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Québec.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de Lac Saint-Charles pour être annexé à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that certain territories be detached from the Municipality of Lake Saint Charles to be annexed to the Municipality of the parish of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies;

WHEREAS all the formalities required by law have been fulfilled;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

WHEREAS it is expedient to grant this request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 novembre 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated November 5, 1947, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de Lac Saint-Charles, comprenant les lots 1299, 1303, 1303a et 1304 à 1308 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, et dont les limites, en référence au susdit cadastre officiel, se décrivent comme suit, à savoir: partant du sommet de l'angle nord du lot 1308, de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la ligne nord-est du lot 1308 prolongée à travers la rivière Jaune, les lignes nord-est, sud-est et sud-ouest du lot 1299, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Jaune, le dit axe de la rivière Jaune jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 1303, le dit prolongement et la dite ligne sud-ouest du lot 1303 et la ligne séparant les lots 1113, 1303a, 1304, 1305, 1306, 1307 et 1308 des lots 1309 et 1310 jusqu'au point de départ; lequel territoire avec cette partie de la rivière Jaune comprise dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité de Lac Saint-Charles et annexé à la municipalité de la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

A territory actually forming part of the municipality of Lake Saint-Charles, comprising lots 1299, 1303, 1303a and 1304 to 1308 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette, and the limits whereof, in reference to the aforesaid official cadastre are described as follows, to wit: starting from the summit of the northern angle of lot 1308, thence passing by the following lines and demarcations, successively: the northeast line of lot 1308, prolonged through the "rivière Jaune", the northeast, southeast and southwest lines of lot 1299, the latter prolonged as far as the axis of the "rivière Jaune", the said axis of the "rivière Jaune" as far as the prolongation of the southwest line of lot 1303, the said prolongation and the said southwest line of lot 1303 and the line separating lots 1303, 1303a, 1304, 1305, 1306, 1307 and 1308 from lots 1309 and 1310 to the starting point; said territories, together with that part of the "rivière Jaune" comprised within the above described limits shall be detached from the municipality of Lake Saint-Charles and annexed to the municipality of the Parish of Notre-Dame-des-Laurentides, county of Quebec, such annexation to take effect from and after the first of January following the publication of the present proclamation in the Quebec Official Gazette, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre de l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

Par ordre,

By command,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Québec,
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans un territoire non organisé dans le canton de Raudot, comté de Rivière-du-Loup, demandant que le territoire qu'ils habitent soit érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Raudot", comté de Rivière-du-Loup;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 novembre 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Raudot, comprenant tous les lots du cadastre officiel du canton de Raudot renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle est du canton de Raudot; de là, en référence au susdit cadastre passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres; la ligne extérieure sud-est du canton de Raudot, une ligne brisée séparant la seigneurie de Madawaska du canton de Raudot jusqu'à l'axe de l'élargissement de la rivière Trois-Pistoles appelé Les-Sept-Lacs; le dit axe en allant vers l'ouest jusqu'au prolongement de la ligne séparative des rangs A et V du canton de Raudot; de là, dans le canton de Raudot, le dit prolongement et la dite ligne séparative des rangs A et V, les lignes séparatives des rangs A et IV, des rangs III et IV, des lots 48 et 49 du rang III, des rangs II et III, des lots 44 et 45 du rang II, des rangs I et II et des lots 43 et 44 du rang I, la ligne extérieure nord-ouest du canton de Raudot, les lignes séparatives des lots 15 et 16 du rang I, des rangs I et II, des lots 12 et 13 du rang II, des rangs II et III et des lots 3 et 4 du rang III, la rive nord-est du lac St-Jean, la ligne séparative des rangs V et VI et enfin la ligne extérieure nord-est du canton de Raudot jusqu'au point de départ; lequel territoire, n'étant pas organisé, sera ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Raudot", dans le comté de Rivière-du-Loup, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of real estate situate in an unorganized territory in the township Raudot, county of Rivière-du-Loup, requesting that the territory inhabited by them be erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Raudot", county of Rivière-du-Loup;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is within the requirements exacted by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an order dated November 5, 1947, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township Raudot comprising all the lots of the official cadastre for the township Raudot enclosed within the following limits, to wit: starting from the summit of the east corner of the township Raudot; thence, with reference to the said cadastre passing by the following lines and demarcations, successively: the southeast outline of the township Raudot, a broken line separating the Seigniorie of Madawaska from the township Raudot as far as the axis of the widening of the Trois-Pistoles river called "Les-Sept-Lacs"; the said axis bearing west as far as the prolongation of the division line of ranges A and V of the township Raudot; thence, in the township Raudot, the said prolongation and the said division line of ranges A and V, the division lines of ranges A and IV, of ranges III and IV, of lots 48 and 49 of range III, ranges II and III, lots 44 and 45 of range II, ranges I and II and lots 43 and 44 of range I, the northwest outline of the township Raudot, the division lines of lots 15 and 16 of range I, of ranges I and II, of lots 12 and 13 of range II, ranges II and III and lots 3 and 4 of range III, the northeast shore of Lake St-John, the division line of ranges V and VI and finally the northeast outline of the township Raudot to the starting point; the said territory, not being organized, will be, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the above described limits, erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Raudot", in the county of Rivière-du-Loup, such erection to take effect on and from the first of January following publication of the said proclamation in the Quebec Official Gazette, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C. M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province.
20668-0 JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS, ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la municipalité des cantons unis de Fiedmont et de Barraute et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Barraute", comté d'Abitibi;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 novembre 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Barraute, comprenant en référence au cadastre officiel du dit canton, le village projeté de Barraute dans le rang I et le lot 40 du même rang et toutes ses subdivisions présentes et à venir, les limites du dit territoire étant les suivantes, à savoir: à l'est la ligne ouest du lot 43 du rang I; à l'ouest la ligne est du lot 40 du rang I, au sud la partie de la ligne séparative des cantons de Fiedmont et de Barraute et au nord la partie de la ligne séparative des rangs I et II du canton de Barraute respectivement comprises entre les limites est et ouest ci-dessus décrites; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites sera détaché de la municipalité des cantons unis de Fiedmont et de Barraute et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité du village de Barraute", comté d'Abitibi, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le tout conformément

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By Command.
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, WHEREAS a petition had been presented to Us by the majority of the owners of land requesting that the territory inhabited by them be detached from the municipality of the United Townships of Fiedmont and Barraute and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Barraute", county of Abitibi;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is within the requirements exacted by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated November 5, 1947, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township Barraute, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, the proposed village of Barraute in range I and lot 40 of the same range and all its present and future subdivisions, the limits of the said territory being as follows, to wit: on the east the west line of lot 43 of range I; on the west the east line of lot 40 of range I, on the south the part of the division line of the townships Fiedmont and Barraute and on the north the part of the division line of ranges I and II of the township Barraute comprised respectively between the east and west limits above described; the said territory together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses of parts of same comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of the united townships of Fiedmont and Barraute and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Barraute", county of Abitibi, such erection to take effect as from the first of January following publication of the said proclamation in

aux dispositions des articles 35 et suivants du code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20693-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGES VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds demandant que le territoire qu'ils habitent soit détaché de la municipalité du canton de Doncaster et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lantier", comté de Terrebonne;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 5 novembre 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de Doncaster, comprenant tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir du cadastre officiel du canton de Doncaster, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: — partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons d'Archambault et de Doncaster avec la ligne séparative des lots 43 et 44 du rang XI du cadastre officiel du dit canton; de là, en référence au susdit cadastre officiel, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la dite ligne séparative des lots 43 et 44 du rang XI traversant le lac des Îles en faisant un crochet par le nord-est de l'île N° 8; la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'à la rive du lac des Îles; la rive du lac des Îles jusqu'à la ligne est du lot de subdivision 41-1 du rang X; la dite ligne est du lot de subdivision 40-7 étant une rue; une ligne brisée faisant le côté sud-est de la dite rue le long des

the Quebec Official Gazette, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.N.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20693

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great-Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of land-owners requesting that the territory inhabited by them be detached from the municipality of the township Doncaster and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lantier", county of Terrebonne;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is within the requirements exacted by law to form a municipality;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an ordre dated November 5th, 1947, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township Doncaster, comprising all the lots and their present and future subdivisions of the official cadastre for the township Doncaster, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the division line of the townships Archambault and Doncaster with the division line of lots 43 and 44 of range XI of the official cadastre of the said township; thence, with reference to the aforesaid official cadastre, passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of lots 43 and 44 of range XI crossing Lac des Îles and making a turn northeastward around island No. 8; the division line of ranges X and XI as far as the shore of Lac des Îles; the shore of Lac des Îles as far as the east line of subdivision lot 41-1 of range X; the said east line of subdivision lot 41-1 of range X, and the east line of subdivision lot 40-7 being a street; a broken line forming the

lots de subdivision 40-7; 39-1, 38-9 et 37-1 du rang X; les lignes séparatives des rangs X et XI; des lots 34 et 35 du rang X; des rangs IX et X; des lots 37 et 38 du rang IX; des rangs VIII et IX; des lots 33 et 34 du rang VIII; des rangs VII et VIII; des lots 28 et 29 du rang VII; des rangs VI et VII; des lots 22 et 23 du rang VII; des rangs VII et VIII; des lots 8 et 9 des rangs VIII, IX et X; des rangs X et XI; des lots 20A et 20B du rang XI; et enfin la dite ligne séparative des cantons d'Archambault et de Doncaster jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité du canton de Doncaster et érigé en municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Lantier", comté de Terrebonne, telle érection devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième année.

Par ordre.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20667-o JEAN BRUCHÉSI.

southeast side of the said street along subdivision lots 40-7; 39-1, 38-9 and 37-1 of range X; the division lines of ranges X and XI; of lots 34 and 35 of range X; of ranges IX and X; of lots 37 and 38 of range IX; of ranges XIII and IX; of lots 33 and 34 of range VIII; of ranges VII and VIII; of lots 28 and 29 of range VII; of ranges VI and VII; of lots 22 and 23 of range VII; of ranges VII and VIII; of lots 8 and 9 of ranges VIII, IX and X; of ranges X and XI; of lots 20A and 20B of range XI; and finally the said division line of the townships Archambault and Doncaster up to the starting point; the said territory together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts thereof, comprised within the limits above described, to be detached from the municipality of the township Doncaster and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Lantier", county of Terrebonne, such erection to take effect on and from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of November, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command,

20667 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

BEPE HOLDINGS CORPORATION

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Bepe Holdings Corporation", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 29 juin 1944, a établi son bureau à 4398 blvd. St-Laurent, 2e étage, Montréal.

Montréal, le 30 octobre 1947.

20643 Le Secrétaire,
EDNA APPLEBAUM.

DRAKESTONE CORPORATION

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Drakestone Corporation" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 20 octobre 1947, et ayant son siège social en la cité de Québec, province de Québec, a établi son bureau à 117 Grande Allée, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, le 30 octobre 1947.

20644 Le Secrétaire,
MAURICE BOULANGER, c.a.

Head Offices

BEPE HOLDINGS CORPORATION

Notice is hereby given that "Bepe Holdings Corporation" incorporated by Letters Patent dated June 29th, 1944, has established its office at 4398, St. Lawrence Blvd., 2nd Floor, Montreal.

Montreal, October 30th, 1947.

20643-o ADNA APPLEBAUM,
Secretary.

DRAKESTONE CORPORATION

Notice is hereby given that Drakestone Corporation, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 20th day of October, 1947 and having its head office in the City of Quebec, Province of Quebec, has established its office at 117 Grande Allée, Québec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Quebec this 30th day of October, 1947.
20644'-o MAURICE BOULANGER, c.a.,
Secretary.

GOLDFIELDS PRINTING COMPANY LIMITED

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Goldfields Printing Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, en date du 29 septembre 1947 et ayant son siège social en la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, P.Q., a établi son bureau principal à 826, Troisième avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Val d'Or, P.Q., ce 6e jour de novembre 1947.

20645 Le Président,
LORNE K. SMITH.

Canada, province de Québec, district de Québec

MEUBLES LAURIER LTÉE
LAURIER FURNITURE LTD.

Avis est donné que la compagnie "Meubles Laurier Ltée — Laurier Furniture Ltd", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec en date du quatorzième jour d'octobre 1947, et ayant son bureau principal à Laurier Station, comté Lotbinière, a établi son bureau à Laurier Station, comté Lotbinière.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Laurier Station, P. Qué., ce dixième jour de novembre 1947.

(Seau) Le Président,
20646-0 ALCIDE MERCIER.

MORGAN AGENCIES LIMITED

Avis de la situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que Morgan Agencies Limited, incorporé, par Lettres Patentes, en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, le 22ième jour du mois d'Octobre 1947 a établi son siège social au numéro 1455 avenue Union, dans la cité et le district de Montréal, dans la Province de Québec.

Daté à la cité de Montréal, dans la Province de Québec, ce 4ième jour de novembre 1947.

Les Procureurs de la Compagnie,
WAINWRIGHT, ELDER, LAIDLEY, LESLIE,
20647-0 CHIPMAN & BOURGEOIS.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie Noël Beauchamp & Co. Limitée, une compagnie constituée en corporation par lettres patentes du 28 février 1947 et ayant son siège social à Montréal a établi son bureau au N° 1451 rue Mansfield, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

20648-0 NOËL BEAUCHAMP Co. LIMITÉE,
Le Président,
NOËL BEAUCHAMP.

Avis est donné que la Compagnie Casgrain & Compagnie Limitée, constituée en Corporation en date du troisième jour de novembre 1947 et ayant son Bureau Principal dans la Cité de Montréal, a établi son Bureau au numéro 507 de la rue Place d'Armes.

GOLDFIELDS PRINTING COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that Goldfields Printing Company Limited, incorporated by Letters Patent, under the provisions of the Quebec Companies' Act on September 29th, 1947 and having its head office in the town of Val d'Or, district of Abitibi, P.Q. where it has established its head office at 826 Third Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be deemed to be the Head Office of the Company.

Dated at Val d'Or, P.Q., this 6th. day of November, 1947.

20645-0 LORNE K. SMITH
President.

Canada, province of Quebec, district of Quebec

MEUBLES LAURIER LTÉE
LAURIER FURNITURE LTD.

Notice is given that the company "Meubles Laurier Ltée — Laurier Furniture Ltd." incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec under date the fourteenth day of October, 1947, and having its head office at Laurier Station, county of Lotbinière, has established its office at Laurier Station, county of Lotbinière.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Laurier Station, P. Que., this tenth day of November, 1947.

(Seal) ALCIDE MERCIER,
20646 President.

MORGAN AGENCIES LIMITED

Notice of the situation of the Head Office

Notice is hereby given that Morgan Agencies Limited, incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies Act on the 22nd day of October, 1947, has established its Head Office at No. 1455 Union Avenue, in the city and district of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this 4th day of November, 1947.

WAINWRIGHT, ELDER, LAIDLEY, LESLIE,
20647-0 CHIPMAN & BOURGEOIS,
Attorneys for the Company.

NOTICE

Notice is hereby given that the company "Noël Beauchamp & Co. Limitée", a company incorporated by letters patent dated February 28, 1947, and having its head office at Montreal, has established its office at No. 1451 Mansfield Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

20648 NOËL BEAUCHAMP & Co. LIMITÉE
NOËL BEAUCHAMP,
President.

Notice is given that the company "Casgrain & Compagnie Limitée" incorporated on the third day of November 1947, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 507, Place d'Armes Street.

A compter de la date du présent avis, le dit Bureau est considéré par la Compagnie comme étant son Bureau Principal.

Daté à Montréal, ce treizième jour de novembre 1947.

CASGRAIN & COMPAGNIE LIMITÉE,
20649-o RODOLPHE CASGRAIN.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this thirteenth day of November 1947.

CASGRAIN & COMPAGNIE LIMITÉE,
20649 RODOLPHE CASGRAIN.

Soumissions

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA MALBAIE, COMTÉ CHARLEVOIX, QUÉ.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, lundi le 1er décembre 1947, pour l'achat de \$30,000.00 d'obligations de la Corporation municipale du Village de La Malbaie, dans le comté de Charlevoix, datées du 1er novembre 1947, et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans le document d'emprunt, à Montréal, Québec et La Malbaie.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt sous l'autorité du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 1er décembre 1947, à huit heures de l'après-midi, à la salle de l'École Supérieure de La Malbaie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Malbaie, ce 7 novembre 1947.

(Sceau)

20608-46-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ADJUTOR PERRON.

Canada — Province de Québec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE STE-AGATHE-DES-MONTS COMTÉ DE TERREBONNE

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le dix décembre 1947, pour l'achat de \$140,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la Ville Ste-Agathe-des-Monts, Comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1948 et remboursables en séries du premier janvier 1949 au premier janvier 1968 inclusivement, avec intérêt n'excédant pas 3% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année, comme suit:

Tenders

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA MALBAIE, COUNTY OF CHARLEVOIX, QUE.

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Monday the 1st day of the month of December 1947, for the purchase of an issue of \$30,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Village of La Malbaie, dated November 1st, 1947, and redeemable serially from November the 1st, 1948 to November the 1st 1967 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of November and on the 1st of May of each year.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and La Malbaie. Co Charlevoix.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the 1st of the month of December 1947, at 8 o'clock in the afternoon, at the Superior School Hall of La Malbaie.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

La Malbaie, this 7th day of the month of november 1947.

(Seal)

20608-46-2-o

J. ADJUTOR PERRON,
Secretary-Treasurer.

Canada — Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE-AGATHE-DES-MONTS, COUNTY OF TERREBONNE

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, on Wednesday the tenth of December, 1947, for the purchase of \$140,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the town of Ste Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated January 1st, 1948, and redeemable serially, from the first of January, 1949, to the first of January, 1968, inclusively, with interest not exceeding 3% per annum, payable semi-annually, on the 1st of January and 1st of July of each year, as follows:

Tableau de remboursement - \$140,000.00 - 20 ans Table of redemption \$140,000, 20 years-3%

3%	
1er janvier 1949	x\$10,700.00
1er janvier 1950	x 11,100.00
1er janvier 1951	x 11,400.00
1er janvier 1952	x 11,700.00
1er janvier 1953	x 12,100.00
1er janvier 1954	4,500.00
1er janvier 1955	4,600.00
1er janvier 1956	4,700.00
1er janvier 1957	4,900.00
1er janvier 1958	5,000.00
1er janvier 1959	5,200.00
1er janvier 1960	5,300.00
1er janvier 1961	5,500.00
1er janvier 1962	5,600.00
1er janvier 1963	5,800.00
1er janvier 1964	6,000.00
1er janvier 1965	6,200.00
1er janvier 1966	6,400.00
1er janvier 1967	6,600.00
1er janvier 1968	6,700.00

X — comprend un octroi de \$40,000 payable \$8,000 par année pour les cinq premières années, promis par le Secrétaire de la province.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Ste-Agathe-des-Monts.

Les obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair à toutes échéances d'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue le mercredi dixième jour de décembre, mil neuf cent quarante-sept, à huit heures du soir, au bureau du soussigné.

Les commissaires ne s'engagent pas à accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Sainte-Agathe-des-Monts, ce douzième jour du mois de novembre, mil neuf cent quarante-sept.

Le Secrétaire-trésorier,
GEO. LIBOIRON.

20655-47-2-o

VILLE DE COURVILLE
(COMTÉ DE QUÉBEC)

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que des soumissions écrites cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à huit heures de l'après-midi, le 9 décembre 1947, pour l'achat de \$20,000.00 d'obligations de la ville de Courville, datées du 1er novembre 1947 et remboursables en séries du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 1er novembre et 1er mai de chaque année.

Les susdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée au taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

Ces obligations ont été émises en vertu du règlement N° 69 de la ville de Courville, adopté le 27 octobre 1947, et deviendront échues suivant le tableau préparé à cette fin annexé audit règlement.

The letter "x" includes a grant of \$40,000, payable 8,000 per annum, for the first five years, promised by the Department of the Provincial Secretary.

Capital and interest are payable at the bank, mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or Ste-Atathe-des-Monts.

The bonds shall be issued in denominations of \$100 or multiples of \$100.

These bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

The bonds will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners, to be held on Wednesday, the tenth day of December, one thousand nine hundred and forty-seven, at eight o'clock in the evening at the office of the undersigned.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sainte-Agathe-des-Monts, this twelfth day of the month of November, one thousand nine hundred and forty-seven.

GEO. LIBOIRON,
Secretary-Treasurer.

20655-47-2

TOWN OF COURVILLE
(COUNTY OF QUEBEC)

Tenders for bonds

Public notice is hereby given that written, sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening of the 9th of December, 1947, for the purchase of \$20,000 of bonds of the Town of Courville, dated November 1st, 1947, and redeemable serially from the 1st of November, 1948, to the 1st of November 1967, inclusively, interest being payable semi-annually the 1st of November and 1st of May of each year.

Said bonds will bear interest at the option of the tenderer whose offer shall be accepted at the rate submitted not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity.

Said bonds are issued under By-law No. 69 of the Town of Courville, adopted the 27th of October, 1947, and will mature according to the schedule prepared for such purpose annexed to the said By-law.

Le capital et les intérêts seront payables à toutes les succursales dans la province de la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt. Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00 ou de multiples de \$100.00.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Courville, égal à 1% du montant de la présente soumission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à la séance spéciale du conseil qui sera tenue mardi le 9 décembre 1947, à huit heures du soir en la salle de l'Hôtel-de-ville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Courville, ce dix-neuvième jour de novembre 1947.

(Seau)
20685-o

Le Secrétaire-trésorier,
LOUIS-P. LAPLANTE.

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et marquées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'au 11 décembre 1947 à 4 heures de l'après-midi pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$33,000 à 25 ans, datée du 1er novembre 1947, autorisée par le règlement N° 359.

Lesdites obligations porteront intérêt au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée aux taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le tableau d'amortissement du capital est le suivant:

Date	Capital
1er novembre 1948	\$1,000.00
1er novembre 1949	1,000.00
1er novembre 1950	1,000.00
1er novembre 1951	1,000.00
1er novembre 1952	1,000.00
1er novembre 1953	1,000.00
1er novembre 1954	1,000.00
1er novembre 1955	1,000.00
1er novembre 1956	1,000.00
1er novembre 1957	1,500.00
1er novembre 1958	1,500.00
1er novembre 1959	1,500.00
1er novembre 1960	1,500.00
1er novembre 1961	1,500.00
1er novembre 1962	1,500.00
1er novembre 1963	1,500.00
1er novembre 1964	1,500.00
1er novembre 1965	1,500.00
1er novembre 1966	1,500.00
1er novembre 1967	1,500.00
1er novembre 1968	1,500.00
1er novembre 1969	1,500.00
1er novembre 1970	1,500.00
1er novembre 1971	1,500.00
1er novembre 1972	1,500.00

Capital and interest will be payable at all branches in the Province of the bank mentioned in the loan procedure. The said bonds will be issued in denomination of \$100 or multiples of \$100.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Québec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest payment date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque made to the order of the Town of Courville, equal to 1% of the amount of the present issue and each tender must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at the special meeting of the council to be held on Tuesday the 9th of December, 1947, at eight o'clock in the evening in the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Courville, this nineteenth day of November, 1947.

(Seal)
20685

LOUIS P. LAPLANTE,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until December 11th 1947 at 4 o'clock p.m. for the purchase of an issue of bonds totalling \$33,000 at 25 years, dated November 1st, 1947, authorized by By-law No. 359.

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 1st of May and the 1st of November of each year. The table of redemption of capital is as follows:

Date	Capital
November 1st, 1948	\$1,000.00
November 1st, 1949	1,000.00
November 1st, 1950	1,000.00
November 1st, 1951	1,000.00
November 1st, 1952	1,000.00
November 1st, 1953	1,000.00
November 1st, 1954	1,000.00
November 1st, 1955	1,000.00
November 1st, 1956	1,000.00
November 1st, 1957	1,500.00
November 1st, 1958	1,500.00
November 1st, 1959	1,500.00
November 1st, 1960	1,500.00
November 1st, 1961	1,500.00
November 1st, 1962	1,500.00
November 1st, 1963	1,500.00
November 1st, 1964	1,500.00
November 1st, 1965	1,500.00
November 1st, 1966	1,500.00
November 1st, 1967	1,500.00
November 1st, 1968	1,500.00
November 1st, 1969	1,500.00
November 1st, 1970	1,500.00
November 1st, 1971	1,500.00
November 1st, 1972	1,500.00

Le capital et les intérêts seront payables à la banque mentionnée dans les règlements d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Coaticook.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chap. 212 des S.R.Q. 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 11 décembre 1947 à l'hôtel de ville, à 7.30 de l'après-midi ou aussitôt que le conseil pourra le faire.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 14 novembre 1947.

20686-47-3-o Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE, COMTÉ DE CHAMPLAIN

Avis est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, mardi le 9 décembre 1947, pour l'achat de \$215,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, datées du 1er mai 1947 et remboursables en séries du 1er mai 1948 au 1er mai 1967 inclusivement, avec intérêt aux taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le premier novembre, le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau de rachat — \$215,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1947-48	\$ 1,000.00
1948-49	x 12,000.00
1949-50	x 12,000.00
1950-51	x 12,000.00
1951-52	x 12,000.00
1952-53	x 13,000.00
1953-54	x 13,000.00
1954-55	x 13,000.00
1955-56	x 14,000.00
1956-57	x 15,000.00
1957-58	8,000.00
1958-59	8,000.00
1959-60	8,000.00
1960-61	9,000.00
1961-62	9,000.00
1962-63	10,000.00
1963-64	10,000.00
1964-65	11,000.00
1965-66	12,000.00
1966-67	13,000.00

x comprend le versement d'actrois au montant de \$90,000.00 promis à la commission scolaire par le Secrétaire de la Province.

Le capital et les intérêts seront payables au Cap-de-la-Madeleine, à Trois-Rivières, à Montréal ou à Québec, à la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations seront émises par coupures

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedures at Montreal, Quebec or at Coaticook.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q. 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on December 11th 1947 at 7.30 p.m. at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the Tenders.

Coaticook, November 14, 1947.

20686-47-3-o ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE, COUNTY OF CHAMPLAIN

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening of Tuesday the 9th of December 1947, for purchase of \$215,000.00 of bonds of the School Commissioners of Cap-de-la-Madeleine, dated the 1st of May 1947, and redeemable serially the 1st of May 1948 to the 1st of May 1967 inclusively, with interest at the submitted rates not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable semi-annually, the 1st of May and 1st of November. The redemption table is as follows:

Table of Redemption — \$215,000.00 — 20 Years

Year	Capital
1947-48	\$ 1,000.00
1948-49	x 12,000.00
1949-50	x 12,000.00
1950-51	x 12,000.00
1951-52	x 12,000.00
1952-53	x 13,000.00
1953-54	x 13,000.00
1954-55	x 13,000.00
1955-56	x 14,000.00
1956-57	x 15,000.00
1957-58	8,000.00
1958-59	8,000.00
1959-60	8,000.00
1960-61	9,000.00
1961-62	9,000.00
1962-63	10,000.00
1963-64	10,000.00
1964-65	11,000.00
1965-66	12,000.00
1966-67	13,000.00

The "x" indicates grants of the amount of \$90,000.00 promised to the School Commissioners by the Provincial Secretary.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières, Montréal or Québec, at the bank mentioned in the loan procedure.

The bonds will be issued in the denominations

de \$100.00 ou de multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Les susdites obligations seront sujettes au rachat par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt.

Les soumissions seront prises en considération à la session desdits Commissaires d'écoles du 9 décembre 1947, à huit heures du soir à leur bureau, rue Dorval, Cap-de-la-Madeleine.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations depuis le 1er novembre 1947 devra s'ajouter au prix offert au moment de la livraison.

Lesdits Commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine,
le 19 novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL ROCHELEAU.

20682-o

Province de Québec

VILLAGE SAINT-JOSEPH-SUR-YAMASKA
COMTÉ DE SAINT-HYACINTHE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, mardi le 9 décembre 1947, pour l'achat d'une émission de \$75,000 d'obligations de la municipalité du village de Saint-Joseph-sur-Yamaska, datées du 15 décembre 1947 et remboursables en séries du 15 décembre 1948 au 15 décembre 1967 inclusivement, l'intérêt étant payable semi-annuellement les 15 décembre et 15 juin de chaque année. Les susdites obligations porteront intérêt, au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, au taux soumis n'excédant pas 3% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

Ces obligations ont été émises en vertu du règlement N° 112 et elles deviendront échues d'après le tableau suivant:

Date	Capital
15 décembre 1948	\$ 1,600.00
15 " 1949	1,600.00
15 " 1950	1,700.00
15 " 1951	1,700.00
15 " 1952	1,800.00
15 " 1953	1,800.00
15 " 1954	1,900.00
15 " 1955	1,900.00
15 " 1956	2,000.00
15 " 1957	2,100.00
15 " 1958	2,100.00
15 " 1959	2,200.00
15 " 1960	2,200.00
15 " 1961	2,300.00
15 " 1962	2,400.00
15 " 1963	2,500.00
15 " 1964	2,500.00
15 " 1965	2,600.00
15 " 1966	2,700.00
15 " 1967	35,400.00

of \$100.00 or multiples of \$100.00 at the purchaser's option.

The said bonds will be subject to redemption by anticipation, at par, on any interest maturity date.

The tenders will be considered at the meeting of the School Commissioners of December 9th, 1947, at eight o'clock, P.M. at their office, Dorval street, Cap-de-la-Madeleine.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery, but from November 1st, 1947.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine,
November, 19th, 1947.

RAOUL ROCHELEAU,
Secretary-treasurer.

20682-o

Province of Quebec

VILLAGE SAINT-JOSEPH-SUR-YAMASKA
COUNTY OF SAINT-HYACINTHE

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned up to Noon, Tuesday the 9th of December, 1947, for the purchase of an issue of \$75,000 of bonds of the municipality of the village of Saint-Joseph-sur-Yamaska, dated December 15, 1947, and redeemable serially from December 15, 1948 to December 15, 1967 inclusively, interest being payable semi-annually the 15th of December and 15th of June of each year. The aforesaid bonds will bear interest, at the option of the tenderer whose offer shall be accepted, at a rate not exceeding 3% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity.

Said bonds are issued under By-law No. 112 and will mature according to the following table:

Date	Capital
15 december 1948	\$ 1,600.00
15 " 1949	1,600.00
15 " 1950	1,700.00
15 " 1951	1,700.00
15 " 1952	1,800.00
15 " 1953	1,800.00
15 " 1954	1,900.00
15 " 1955	1,900.00
15 " 1956	2,000.00
15 " 1957	2,100.00
15 " 1958	2,100.00
15 " 1959	2,200.00
15 " 1960	2,200.00
15 " 1961	2,300.00
15 " 1962	2,400.00
15 " 1963	2,500.00
15 " 1964	2,500.00
15 " 1965	2,600.00
15 " 1966	2,700.00
15 " 1967	35,400.00

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec ou Saint-Hyacinthe, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt. Ces obligations seront émises en coupures de \$100 ou de multiples de \$100.

Capital and interest will be payable at Montreal, Quebec or Saint-Hyacinthe, at the bank mentioned in the loan procedure. The said bonds will be issued in denominations of \$100 or multiples of \$100.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité

The said bonds may, under authority of chapter

du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre du village de Saint-Joseph-sur-Yamaska, égal à 1% du montant de la présente émission et chaque soumission doit spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue mardi le 9 décembre 1947 en la salle du conseil municipal.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucun des soumissions.

Donné à Saint-Joseph-sur-Yamaska Village, ce dix-neuvième jour de novembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMÉO FORBES.

20683-o

212 of the Revised Statutes of Québec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque made to the order of the Village of Saint-Joseph-sur-Yamaska, equal to 1% of the amount of the present issue and each tender must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the council to be held on Tuesday the 9th of December, 1947, in the Municipal Council Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Saint-Joseph-sur-Yamaska Village, this nineteenth day of November, 1947.

ROMÉO FORBES,
Secretary-Treasurer.

20683

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 215518. Arthur Laframboise, demandeur; vs Les Héritiers de la Succession de feu Calixte Laframboise & al., défendeurs, et T. Brassard, mis-en-cause.

AVIS DE LICITATION (art. 1047 C. P. C.)

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 7 novembre 1947, dans une cause dans laquelle Arthur Laframboise, journalier, résidant au numéro 916 de la rue Clarke des cité et district de Montréal, est demandeur et Les Héritiers de la Succession de feu Calixte Laframboise soit Dame Marie Rose Laframboise, épouse commune en biens de Wilde Thibault, cultivateur, tant personnellement qu'aux fins d'aider et autoriser sa dite épouse à ester, et Dame Alice Laframboise épouse commune en biens de Albert Beaugard, journalier, et le dit Albert Beaugard, tant personnellement qu'aux fins d'aider et autoriser sa dite épouse à ester sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. "Un lot de terre sis à Montréal, rue Casgrain, connu et désigné sous le numéro neuf de la subdivision du lot originaire numéro six cent quarante-trois (643-9) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 7752, 7754 et 7756 de ladite rue Casgrain; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayant droit."

2. "Un lot vague sis sur la rue Casgrain à Montréal, connu et désigné sous le numéro huit de la subdivision du lot originaire six cent quarante-trois (643-8) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayant droit."

3. "Un lot vague sis sur la rue Casgrain, à

Sale by Licitacion

Canada, Province of Québec, district of Montréal, in the Superior Court, No. 215518. Arthur Laframboise, plaintiff, vs The Heirs of the Estate of the late Calixte Laframboise et al., defendants, and T. Brassard, Mis-en-cause.

NOTICE OF LICITATION (art. 1047 C.C.P.)

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 7th of November 1947, in a case in which Arthur Laframboise, laborer, residing at No. 916 Clarke Street, in the city and district of Montreal, is plaintiff, and the Heirs of the Estate of the late Calixte Laframboise, namely Dame Marie Rose Laframboise, wife common as to property of Wilde Thibault, farmer, as well personally as for the purpose of authorizing his said wife to ester, and Dame Alice Laframboise, wife common as to property of Albert Beaugard, laborer, and the said Albert Beaugard as well personally as for the purpose of authorizing his said wife to ester, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

1. A lot of land situate in Montreal, on Casgrain street, known and designated under number nine of the original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-9) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7752, 7754 and 7756 of the said Casgrain street; with right of passage in the lane in the rear in common with all others having right thereto;

2. A vacant lot situate on Casgrain street, in Montreal, known and designated under number eight of original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-8) on the Official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less; with right of passage in the lane in the rear in common with all others having right thereto;

3. A vacant lot situate on Casgrain street, in

Montréal, connu et désigné sous le numéro sept de la subdivision du lot originaire six cent quarante-trois (643-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-et-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; avec droit de passage en commun dans la ruelle en arrière, avec tous autres ayants droit."

4. "Un emplacement connu et désigné comme partie du lot de terre numéro cinq cent soixante-et-dix huit du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-578) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cette dite partie vingt pieds en front environ par quatre-vingt-treize pieds et dix-centièmes de pied de profondeur, mesure anglaise et bornée comme suit: en front par la rue Casgrain en arrière par la ruelle, d'un côté au Nord par le lot 2643-579, et de l'autre côté au Sud par le lot 2643-577 du même cadastre; cette partie de lot étant le lot numéro 2643-578 à déduire cependant la partie expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Casgrain, le tout tel qu'il appert au jugement de la Cour Supérieure de Montréal, enregistré à Montréal, sous le No. 241310; avec toutes bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 7669 et 7671 de ladite rue Casgrain à Montréal."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 18 décembre 1947, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal chambre 31, à 10.15 hres de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposées au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1,000.00 doit être fait au préalable par chaque enchérisseur entre les mains de l'officier en charge de la vente sur chaque immeuble ci-dessus désigné offert en vente et un dépôt de \$300.00 doit être fait au préalable par chaque enchérisseur entre les mains de l'officier en charge de la vente de chaque terrain vacant.

Montréal, ce 10 novembre 1947.

Le Procureur du demandeur,
20609-46-2-o PHILIPPE AUBÉ.

Montreal, known and designated under number seven of original subdivision lot number six hundred and forty-three (643-7) on the official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring twenty-five feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less; with right of passage in a lane in rear with all others having right thereto;

4. An emplacement known and designated as part of the lot of land number five hundred and seventy-eight of original lot number two thousand six hundred and forty-three (2643-pt578) on the official Plan and in the Book of Reference of the Parish of St-Laurent, measuring, that part, about twenty feet in width by ninety-three feet and ten-hundredths of a foot in depth, English measure, and bounded as follows: in front by Casgrain Street, in rear by a lane, on one side in a Northerly direction by lot 2643-579, and on the other side in a Southerly direction by lot 2643-577 on the same cadastre; that part of lot being lot number 2643-578 to be however deducted the part expropriated by the city of Montreal for the widening of Casgrain street, the whole as appears by a judgment of the Superior Court, registered at Montreal, under No. 241310; with all buildings thereon erected and bearing civic numbers 7669 and 7671 of said Casgrain Street, Montreal.

The immoveables hereinabove described shall be offered at public auction and adjudged to the highest and last bidder, on the 18th of December 1947, at 10.15 o'clock A.M., in open Court, at Court room No. 31, Court House, Montreal, subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the said sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delay hereby determined, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,000.00 shall be required in advance from every bidder to be made in the hands of the officer charged with the sale on each immovable hereinabove designated put up for sale, and a deposit of \$300., shall be required in advance from every bidder to be made in the hands of the officer charged with the sale, for the sale of each vacant lot.

Montreal, this 10th of November, 1947.
PHILIPPE AUBÉ,
Attorney for plaintiff.

20609-46-2-o

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec—District de Montréal

Province of Quebec—District of Montreal

CITE D'OUTREMONT

CITY OF OUTREMONT

Vente de Propriétés pour Taxes

Sales of Properties for Taxes

Avis public est par les présentes donné par le soussigné Greffier et Trésorier de la cité d'Outremont que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 543 Chemin Ste-Catherine, dans ladite Cité, le NEUVIEME (9ième) jour de DECEMBRE, mil neuf cent quarante-sept (1947) à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au

Public notice is hereby given by the undersigned city clerk and treasurer of the city of Outremont that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, No. 543 St-Catherine Road, in the said city on the NINTH (9th) day of the month of DECEMBER, nineteen hundred and forty-seven (1947) at ELEVEN of the clock in the forenoon to satis-

paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais encourus; à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Propriétaires de biens-fonds..... et subdivision

Davidson, Arthur J. C. Succ.—Un emplacement composé du lot 27-17-3 de la paroisse de Montréal joint avec la partie de la resubdivision deux de la subdivision dix-sept du lot originaire vingt-sept (27-17-2pt.) de la paroisse de Montréal, mesurant seize pieds (16') de largeur par quarante-cinq pieds et dix pouces (45'10") de profondeur dans la ligne sud-ouest et quarante-quatre pieds et neuf pouces (44'9") dans la ligne nord-est contenant une superficie de sept cent vingt-huit pieds (728') mesure anglaise, plus ou moins, bornée au nord-est par le dit lot 27-17-3 au sud-est par le lot 27-17-1; au sud-ouest par le résidu dudit lot 27-17-2 et au nord-ouest par l'avenue Maplewood (lot 27-14) avec le bâtiment et ses dépendances dessus érigés portant le numéro civique 98 du Chemin de la Côte Ste-Catherine.

Corbeil, M. B. Succ.—Lot numéro 32-2-34 de la Paroisse de Montréal.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la cité d'Outremont, ils seront vendus sujets à toutes servitudes actives et passives, apparentes ou non-apparentes qui peuvent les affecter.

Donné en la cité d'Outremont, ce douzième (12ième) jour de novembre, mil neuf cent quarante-sept, (1947).

20625-46-2-o Le Greffier et Trésorier, E. T. SAMPSON.

Dans cet avis de vente pour taxes publié dans la Gazette officielle de Québec, du 15 novembre 1947, à la page 2809, à la onzième ligne du premier paragraphe, veuillez lire: "Nord-ouest" au lieu de "Nord-est".)

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la Cité de Sherbrooke, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 79, nord, rue Wellington, dans la dite, Cité LUNDI, le QUINZIEME jour de DÉCEMBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente:

Nom des propriétaires. — Numéro du cadastre.

- Charbonneau, Mme Arthur. — 60, sub. 8, Quartier Ouest;
- Duncan's Limited. — 245, sub. 7, Quartier Ouest;
- Lamothe, Mme Léon. — 128, sub. 1537, Quartier Ouest;
- Lamothe, Mme Léon. — 129, sub. 1537, Quartier Ouest
- Riverside Realty Company. — 191, 204, 217, 230, 243, 255, 257, 265, 278, 293, 311, 325, 327 et 328, sub. 899, Quartier Est.

Les immeubles susdits sont tous décrits aux plan officiel et livre de renvoi de la Cité de Sherbrooke.

Donné en la Cité de Sherbrooke, ce dix-huitième jour de novembre, 1947.

20687-47-2-o Le Greffier de la cité, ANT. DESLAURIERS.

fy the payment of the municipal and school taxes with accrued interest and costs, incurred thereon unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

Names of Owners of Immovables Cadastre and Subdivision

Davidson, Arthur J. C. Estate.—A piece of land composed of lot 27-17-3 of the Parish of Montreal joint with that part of resubdivision two of subdivision seventeen of cadastral lot twenty-seven (27-17-2pt) of the Parish of Montreal containing sixteen feet (16') in width by forty-five feet and ten twelfths of a foot (45 10/12') in depth on the southwest line and forty-four feet and nine twelfths of a foot (44 9/12') on the north-east line having a superficies of seven hundred and twenty-eight feet (728') English measure, more or less; bounded to the north-east by said lot 27-17-3 to the south-east by lot 27-17-1; to the south-west by the residue of said lot 27-17-2 and to the north-west by Maplewood Avenue (lot 27-14) with building and dependencies thereon erected bearing civic No. 98 Ste Catherine Road.

Corbeil, M. B. Estate.—Lot number 32-2-34 of the parish of Montreal.

The above immovables are all described on the Official Plan and in the Book of Reference of the parish of Montreal and situated in the city of Outremont, and are sold subject to all active and passive servitudes apparent or non-apparent affecting the said properties.

Given at the city of Outremont, this twelfth (12th) day of the month of November, nineteen hundred and forty-seven (1947).

20625-46-2-o E. T. SAMPSON, City Clerk and Treasurer.

(In this notice of sale for taxes, published in the Quebec Official Gazette of November 15, 1947, on page 2809, in the twelfth line of the first paragraph, please read: "north-west" instead of "north-east".)

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

SALE OF PROPERTIES FOR TAXES

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of Sherbrooke, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the City Hall, 79 Wellington Street North, in the said City, on MONDAY the FIFTEENTH day of DECEMBER 1947, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes with accrued interest and costs incurred thereon, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale:

Name of property owners. — Cadastral Number.

- Charbonneau, Mrs. Arthur. — 60 sub. 8, West Ward;
- Duncan's Limited. — 245 sub. 7, West Ward;
- Lamothe, Mrs. Leon. — 128 sub. 1537, West Ward;
- Lamothe, Mrs. Leon. — 129 sub. 1537, West Ward;
- Riverside Realty Company. — 191, 204, 217, 230, 243, 255, 257, 265, 278, 293, 311, 325, 327 and 328, sub. 899, East Ward.

The above immovables are all described on the Official Plan and Book of References of the City of Sherbrooke.

Given at the City of Sherbrooke, this 18th day of November 1947.

20687-47-2-o ANT. DESLAURIERS, City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HULL

Cour de Magistrat, } **SYDNEY DERMER** et
District de Hull, } **SIMON DERMER,**
N° 9622, } marchands, des cité et district de Hull, faisant affaires ensemble sous les nom et raison sociale de "Magasin Michel" demandeurs, vs **ALFRED BLONDIN**, marchand, des cité et district de Hull, défendeur.

Toute cette propriété connue et désignée comme étant le lot portant le numéro deux cent vingt-huit du bloc numéro deux cent cinquante-quatre (Lot 228 Bloc 254) du plan et livre de renvoi officiel pour le quartier un pour la cité de Hull, province de Québec, dans le comté de Hull, avec toutes les Bâtisses y érigées, et portant le numéro civique 79 de la rue Chauveau, en la cité de Hull.

Pour être vendue à mon bureau au palais de justice à Hull le **VINGT-NEUF DECEMBRE** prochain à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Hull, le 19 nov. 1947. **I. ST-PIERRE.**
20688-47-2
[Première insertion, 22 novembre 1947]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Kamouraska
N° 16502 } **DAME HÉNÉDINE LEBEL,**
épouse contractuellement séparée de biens de sieur Majorique Côté, cultivateur, tous deux de la paroisse de Saint-Épiphanie, et ledit Majorique Côté, mis en cause pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs **LUCIEN RIOUX**, fils d'Alfred, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Françoise, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Les lots de terre connus et désignés au cadastre du comté de Témiscouata, pour la paroisse de Sainte-Françoise, sous les numéros cent cinquante-huit (158) cent cinquante-neuf (159) cent soixante (160) cent soixante et un (161) et cent soixante-deux (162), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Françoise, R.-du-L., **MERCREDI**, le **TROISIEME** jour de **DECEMBRE** mil neuf cent quarante-sept, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rivière-du-Loup, **HENRI MICHAUD.**
20513-44-2-0
[Première insertion, 31 octobre 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: } **DAME EUGÉNIE**
N° 252665. } **CARDINAL & VIR,**
& al, et **STANISLAS DESCARRIÉS**, en sa qualité de tuteur à Léon et Jean Rémi Descarries, issus de son mariage avec feu dame

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LAND** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

Magistrate's Court, } **SYDNEY DERMER** and
District of Hull, } **SIMON DERMER,**
No. 9622. } merchants, of the city and district of Hull, carrying on business together under the firm name and style of "Magasin Michel", plaintiffs; vs **ALFRED BLONDIN**, merchant, of the city and district of Hull, defendant.

All that property known and designated as being the lot bearing number two hundred and twenty-eight of Block number two hundred and fifty-four (Lot 228 Block 254) on the official plan and in the book of reference for Ward one of the city of Hull, Province of Quebec, in the county of Hull — with all the buildings thereon erected, bearing civic number 79, Chauveau Street, in the city of Hull.

To be sold, at my office in the Court House at Hull, on the **TWENTY-NINTH** of **DECEMBER** next at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **I. ST-PIERRE,**
Hull, November 19, 1947. Sheriff.
20688-47-2
[First insertion, November 22, 1947]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Kamouraska
No. 16502 } **DAME HÉNÉDINE LEBEL,**
wife separate as to property by marriage contract of Mr. Majorique Côté, farmer, both of the parish of Saint-Épiphanie, and the said Majorique Côté, mis en cause, to authorize and assist his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs **LUCIEN RIOUX**, son of Alfred, farmer, of the parish of Sainte-Françoise, defendant.

As belonging to the defendant.

The lots of land known and designated on the cadastre for the county of Témiscouata, for the parish of Sainte-Françoise, as numbers one hundred and fifty-eight (158), one hundred and fifty-nine (159), one hundred and sixty (160), one hundred and sixty-one (161) and one hundred and sixty-two (162), with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Françoise, R.-du-L., on **WEDNESDAY**, the **THIRD** day of **DECEMBER**, one thousand nine hundred and forty-seven, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **HENRI MICHAUD,**
Rivière-du-Loup, Sheriff.
October 27, 1947. 20513-44-2
[First insertion, October 31, 1947]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: } **DAME EUGÉNIE**
No. 252665. } **CARDINAL & VIR,**
& al, and **STANISLAS DESCARRIÉS**, as tutor to Léon and Jean Rémi Descarries, issue of his marriage with the late Dame Marie Gene-

Marie Geneviève Cardinal, demandeurs; vs CHARLES BYRENS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Oxford, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-et-un du lot originaire cent soixante-seize B (176B-21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le CINQ DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montreal, 28 octobre 1947. L.-P. CAISSE.
[Première insertion, 31 octobre 1947] 20517-44-2-o

viève Cardinal, plaintiffs; vs CHARLES BYRENS, defendant.

An emplacement fronting on Oxford Street, in Notre-Dame de Grâce Ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot number twenty-one of original lot one hundred and seventy-six-B (176B-21) on the official plan and in the book of reference for the parish of Montreal, with buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, October 28, 1947. Sheriff.
[First insertion, October 31, 1947] 20517-44-2

TROIS-RIVIERES

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de la succession de feu P.-D. Thibault, demandeur; vs L'HONORABLE HENRY L. AUGER, des cité et district de Montréal, en sa qualité de Liquidateur public, défendeur.

Un emplacement situé au côté Sud-Ouest de l'avenue Laviolette, en la cité des Trois-Rivières, étant la juste moitié Sud-Est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille cent soixante-cinq du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant trente-trois pieds de largeur à son front et trente pieds de largeur à sa profondeur qui est de soixante-dix-neuf pieds et sept pouces, dans sa ligne Nord-Ouest et quatre-vingts pieds dans sa ligne Sud-Est, borné en front à la dite rue, en profondeur, au bout du dit lot du côté Sud-Est du lot No. 2166 et du côté Nord-Ouest au surplus du dit lot No. 2165, avec la maison à deux logements dessus construites, circonstances et dépendances; et le mur et le passage entre les deux dites moitiés du dit lot No 2165 sont mitoyens et le dessus du passage qui se trouve bâti appartient au Comparant, actuellement le défendeur.

Pour être vendu à mon bureau dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, MARDI, le DEUXIEME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent quarante-sept, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, L.-P. MERCIER.
le 28 octobre 1947. 20519-44-2-o
[Première insertion, 31 octobre 1947]

TROIS-RIVIERES

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, personally and as testamentary executor of the Estate of the late P.-D. Thibault, plaintiff; vs THE HONORABLE HENRY L. AUGER, of the city and district of Montreal, in his quality of public liquidator, defendant.

An emplacement situate on the southwest side of Laviolette Avenue, in the city of Trois-Rivières, being the exact southeast half of the lot of land known and designated as number two thousand one hundred and sixty-five of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring thirty-three feet in width in front and thirty feet in width at its depth which is seventy-nine feet and seven inches, in its northwest line and eighty feet in its southeast line, bounded in front by the said street, in depth, by the end of the said lot, on the southeast side by lot No. 2166 and on the northwest side by the surplus of said lot No. 2165, with a two-dwelling house thereon erected, circumstance and dependencies; and the wall and passageway between the said two halves of said lot No. 2165 are mitoyens and what is built over the passageway belongs to the appearer, actually the defendant.

To be sold, at my office, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on TUESDAY, the SECOND day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-seven, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, Sheriff.
October 28, 1947. 20519-44-2
[First insertion, October 31, 1947]

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1801

Québec, le 5 Nov. 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la Loi de l'impôt sur les corporations.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 32, paragra-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1801

Quebec, Nov. 5, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Corporation Tax Act.

WHEREAS under paragraph "a" of Section 32

phe "a", de la loi 11 George VI, chapitre 33, Loi de l'impôt sur les corporations, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer la part du capital versé, capital-actions payé, revenu brut ou revenu net servant de base au calcul des taxes établies par ladite loi, dans le cas de compagnies faisant affaires dans Québec et ailleurs;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 33 de ladite loi, le Lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du Trésorier, est autorisé à changer ou modifier les impôts prévus par la Loi de l'impôt sur les corporations;

ATTENDU que les profits réalisés par une compagnie servent de base à la taxe imposée par l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU que l'article 8 de ladite loi énumère les dépenses et déboursés non admis en déduction du montant des profits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Trésorier de la province:

QUE les dépenses encourues par une corporation pour gagner un revenu non imposable ne soient pas admises en déduction dans le calcul du revenu à être cotisé, sauf dans la mesure où ces dépenses dépassent le revenu non imposable.

Le dit amendement pour prendre effet à compter du 1er janvier 1947.

A. MORISSET,
20589-X-0 Greffier du Conseil Exécutif.

(Cet avis d'Arrêté en Conseil numéro 1801 corrige et annule celui paru aux pages 2768 et 2769 de l'édition numéro 46, tome 79, en date du 15 novembre 1947, lequel comportait certaines erreurs).

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1883

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "C"

CONCERNANT une modification au décret relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest et Rouyn-Noranda.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1743, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac Saint-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 4 octobre 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1743, soit modifié de la façon suivante:

La classification suivante est ajoutée dans la

of the Corporation Tax Act, 11, George VI, Chapter 33, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine the part of the paid-up capital, capital stock, gross revenue and net revenue which will serve as a basis for the computation of the taxes imposed by this Act, in the case of companies transacting business both in Quebec and elsewhere;

WHEREAS under section 33 of the said Act, the Lieutenant-Governor in council is authorized, on the recommendation of the Treasurer, to change or modify the taxes provided by the Corporation Tax Act;

WHEREAS the profits earned by a company serve as a basis for computing the tax imposed by section 6 of the said Act;

WHEREAS section 8 of the said Act recites the disbursements and expenses not deductible from the amount of profits;

WHEREFORE IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Treasurer:

THAT the expenses incurred by a corporation to earn non-taxable income be not allowed as a deduction in computing the income to be assessed, except to the extent that such expenses exceed the exempt income.

The said amendment to take effect as from the first of January, 1947.

A. MORISSET,
20589-X-0 Clerk of the Executive Council.

(This Order in Council No. 1801 annuls and corrects the one appearing on pages 2768 and 2769 of edition No. 46, Vol. 79, dated November 15, 1947, in which several errors occurred.)

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1883

Quebec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Construction Industry for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1743 of July 11, 1941, and amendments, relating to the building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of October 4, 1947;

WHEREAS no objection has been made to its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1743, be amended as follows:

The following classification is added in the scale

cédule des salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article V dudit décret:

	Zones		
	I	II	III
"Ouvrier en construction et entretien de moulin"	\$0.85	\$0.80	\$0.70"

(Document "C" annexé à l'arrêté).

20675-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

of wages contained in section V, subsection "a", of the said decree:

	Zones		
	I	II	III
"Millwright."	\$0.85	\$0.80	\$0.70"

(Document "C" annexed to the Order).

20675-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1838

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT le transfert du service de la clinique d'aide à l'enfance du contrôle du procureur général au contrôle du ministre du bien-être social et de la jeunesse.

ATTENDU qu'en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 25, en vigueur le 10 novembre 1947, le lieutenant-gouverneur en conseil a décrété l'organisation, auprès de la Cour des jeunes délinquants de Montréal, d'un service appelé "clinique d'aide à l'enfance";

ATTENDU qu'en vertu de l'article 4 de cette loi, son exécution est confiée au procureur général;

ATTENDU qu'il y a lieu de transférer ce service du contrôle du procureur général au contrôle du ministre du bien-être social et de la jeunesse.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif, (Statuts refondus, 1941, chapitre 7), le service appelé "clinique d'aide à l'enfance", organisé auprès de la Cour des jeunes délinquants à Montréal en vertu de la loi 9 George VI, chapitre 25, soit transféré du contrôle du procureur général au contrôle du ministre du bien-être social et de la jeunesse.

20669-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1881

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "D"

CONCERNANT une prolongation du droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Saint-Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le droit de prélèvement du Comité paritaire du commerce de détail de Saint-Hyacinthe, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4790 du 21 novembre 1946, soit prolongé pour une période de deux mois à compter du 10 novembre 1947.

20670-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1838

Quebec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the transfer of the service of the Child Aid Clinic from the control of the Attorney General to the control of the Minister of Social Welfare and of Youth.

WHEREAS in virtue of the Act 9, George VI, chapter 25, in force on November 10th, 1947, the Lieutenant-Governor in Council enacted the organization of service called the "Child Aid Clinic", associated with the Juvenile Delinquents' Court, at Montreal;

WHEREAS pursuant to section 4 of the said Act, the Attorney General shall have charge of the carrying out of this act.

WHEREAS it is expedient to transfer the said service from the control of the Attorney General to the control of the Minister of Social Welfare and of youth.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT, under authority of section 7 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1941, chapter 7), the organized service called "child aid clinic" associated with the Juvenile Delinquents' Court at Montreal, under the Act 9 George VI, chapter 25, be transferred from the control of the Attorney General to the control of the Minister of Social Welfare and of Youth.

20669 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1881

Québec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Parity Committee of the Retail Trade of Saint-Hyacinthe.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the right to levy of the Parity Committee of the Retail Trade of Saint-Hyacinthe, authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 4790 of November 21, 1946, be extended for a period of two months from November 10, 1947.

20670-o A. MORISSET,
Clerk of the executive Council.

**ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1883

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des corrections au décret relatif à l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 2991 du 10 novembre 1937 et amendements, relatif à l'Industrie des Vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec soit corrigé de la façon suivante:

1° Les deux paragraphes désignés par les lettres "e" et "f", apparaissant immédiatement après la cédule des salaires, à l'article VII, doivent être désignés par les lettres "f" et "g" respectivement.

2° Les taux de salaires déterminés pour les enleveurs de faulxure dans le paragraphe "e" de l'article VII (classe K) doivent être substitués à ceux apparaissant à la fin de la section I — vêtements d'hommes — vestons — dans l'article VIII, pour la même catégorie de salariés.

(Document "B" annexé à l'arrêté).

20674-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1833

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, relatif à l'Industrie de la Chaussure dans la province de Québec, soit prolongé jusqu'au 1er septembre 1948.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

20673-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

**ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1882

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'Industrie de la construction dans la région de Sorel.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction de Sorel a présenté au ministre

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1883

Quebec, November 12, 1947.

Présent: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING corrections to the decree relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 2991 of November 10, 1937, and amendments, relating to the men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec be corrected as follows:

1° The two subsections designated by letters "e" and "f", immediately preceding the wage scale in section VII, shall be designated by the letters "f" and "g" respectively.

2° The wage rates determined for basting pulpers in subsection "e" of section VII (class K) shall be substituted for those mentioned at the end of part I — men's clothing — coats — in section VII, for the same category of employees.

(Document "B" annexed to the Order).

20674-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1833

Québec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an extension of the decree relating to the shoe industry in the Province of Quebec.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 3003 of July 31, 1946, relating to the Shoe Industry in the Province of Quebec, be extended until September 1, 1948.

(Document "A" annexed to the Order)

20673-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1882

Quebec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the district of Sorel.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Building Industry of Sorel has submitted to the Minister of Labour

du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et ses amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 octobre 1947;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre son approbation et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

Que ledit décret numéro 1764 soit modifié de la façon suivante:

1° L'article VI-A est remplacé par le suivant:
"VI-A. *Vacances payées*: Tout salarié régi par le présent décret a droit à une demi-journée de vacances payées par mois de service pour le même employeur."

2° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IX sont rayés et remplacés par les suivants:

"IX. *Conditions de travail des ouvriers préposés à l'entretien*: a) Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureaux, d'un conciergerie ou de résidence de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins, doivent recevoir les taux de salaire minima suivants:

<i>Compagnons:</i>	<i>par semaine</i>
Ville de Sorel et municipalité du village de St-Joseph.	\$35.00
Toutes les autres municipalités.	29.40
<i>Journaliers (ouvriers non qualifiés)</i>	
Ville de Sorel et municipalité du village de St-Joseph.	30.00
Toutes les autres municipalités.	24.40

b) Toutefois, les ouvriers préposés à l'entretien (salariés permanents) des établissements industriels ne sont pas assujettis au présent décret, pourvu qu'ils soient régis par un autre décret ou par une convention collective particulière déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail."

(Document "A" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
20671-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1882

Québec, le 12 novembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 561, du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 octobre 1947;

a request to amend the decree number 1764 of September 2, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the district of Sorel;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 11, 1947;

WHEREAS one objection has been set forth against its approval and it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1764, be amended as follows:

1. Section VI-A is replaced by the following:
"VI-A. *Vacation with pay*: Every employee governed by the present decree is entitled to one half-day off, with pay, per month of service for the same employer."

2. Subsections "a" and "b" of section IX are deleted and replaced by the following:

"IX. *Labour conditions of maintenance men*: a) Maintenance men employed in public or office buildings, in apartment or dwelling house of all kinds, in hotels, manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum rates of wages:

<i>Journeyman:</i>	<i>per week</i>
Town of Sorel and Municipality of the village of St. Joseph.	\$35.00
All other municipalities.	29.40
<i>Workmen (unqualified labourers):</i>	
Town of Sorel and Municipality of the village of St. Joseph.	30.00
All other municipalities.	24.40

b) However, the permanent employees committed to the maintenance of industrial establishments are not governed by the present decree so long as they are governed by a private collective agreement or by another decree determining their minimum wage rates and other working conditions."

(Document "A" annexed to the Order)
A. MORISSET,
20671-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1882

Quebec, November 12, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 561 of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 11, 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 561, soit modifié de la façon suivante:

Le sous-paragraphe "2" du paragraphe "c" de l'article II est remplacé par le suivant:

"2. *Machine à Goufrer:*

Le personnel requis pour chaque machine à goufrer en opération et pour chaque équipe s'il y en a plus qu'une, doit se composer d'un goufreur, d'un mécanicien de machine à coller, d'un découpeur ou bobineur avec le nombre nécessaire de receveurs et de chargeurs.

Advenant l'absence du goufreur, le mécanicien de la machine à coller peut prendre charge du fonctionnement de la machine comme assistant-goufreur et doit être rémunéré suivant le taux minimum de cette classification pour une période de six (6) jours consécutifs. Après cette période, il ne doit pas recevoir une rémunération inférieure au taux minimum de salaire du goufreur jusqu'à son retour de celui-ci, alors qu'il doit reprendre ses anciennes fonctions et recevoir son ancien taux de salaire."

(Document "B" annexé à l'arrêté).

20672-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 561, be amended as follows:

Paragraph "2" of subsection "c" of section II is replaced by the following:

"2. *Corrugating machine:*

Corrugator and liner crew must consist of the following crew members, on each machine and for each shift, if more than one shift is worked: operator, double backer man, knife or slitter man, with necessary tailers and loaders.

In the event of the absence of the operator the double backer man may operate the machine, in capacity of assistant operator at listed minimum for this occupation, for a period of six consecutive days. After this time he shall receive not less than the minimum scale of pay for an operator, until this man returns, at which time he shall revert to his original position (of double backer man) with previous wage scale."

(Document "B" annexed to the Order).

20672-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de J. B. Martin Company Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean.

20676-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 18 novembre 1947, autorisé l'"Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 62" à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices Latques de Cabano, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par la loi 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de J. B. Martin Company Limited" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 20 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint John's, county of Saint John's.

20676 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 62", on November 18, 1947, to change its name to that of "L'Association Catholique des Institutrices Latques de Cabano, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by the Act 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary this 20th day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 18 novembre 1947, autorisé l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 66" à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Matane, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20690-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 66", on November 18, 1947, to change its name into that of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Matane, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary this 20th day of November, 1947.

20690 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 18 novembre 1947, autorisé l'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 67" à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques d'Amqui, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary on November 18, 1947, authorized the "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 67", to change its name to that of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques d'Amqui, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 20, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Cousins' Dairy Employees Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 novembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, District de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20691-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Cousins' Dairy Employees Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on November 20, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20691 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

MUSÉE HISTORIQUE INC.

Règlement concernant l'augmentation du nombre de directeurs de trois à cinq.

Règlement N° 2

Le bureau de direction se compose de cinq membres.

Vraie copie d'un règlement adopté à l'Assemblée des directeurs provisoires de "Musée Historique Inc.", tenue le 19 mars 1947, et approuvé à l'unanimité à l'assemblée des actionnaires tenue le même jour.

20692-o Le Secrétaire,
GILLES DE BILLY.

MUSÉE HISTORIQUE INC.

By-law concerning the increase in the number of directors from three to five.

By-Law No. 2

The board of directors will consist of five members.

True copy of a by-law adopted at the meeting of provisory directors of the "Musée Historique Inc.", held on March 19th, 1947, and unanimously approved at the shareholders' meeting held the same day.

20692 GILLES DE BILLY,
Secretary.

**Index de la Gazette officielle
de Quebec, N° 47**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 47**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bolduc vs Charlebois. 2835
Brunet vs Picard 2835

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1801 — Concernant la Loi de l'impôt sur les corporations (Correction) 2868
1838 — Concernant le transfert du service de la clinique d'aide à l'enfance du contrôle du procureur général au contrôle du ministre du bien-être social et de la jeunesse 2870
1881, section "D" — Comité paritaire du commerce de détail de St-Hyacinthe 2870
1832, section "A" — Industrie de la construction dans la région de Sorel 2870
1832, section "B" — Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec 2870
1883, section "A" — Industrie de la chaussure dans la province de Québec 2870
1883, section "B" — Industrie des vêtements d'hommes et de garçons dans la province de Québec 2869
1883, section "C" — Métiers du bâtiment dans les comtés de Chicoutimi, Charlevoix, Lac St-Jean, Roberval, Saguenay, Abitibi-est, Abitibi-ouest et Rouyn-Noranda 2869

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2823

AVIS DIVERS:

Cousins' Dairy Employees Association (Formation) 2870
Ford Highwood Collieries Limited (Vente d'actions) 2836
L'Alliance des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de Val d'Or (Formation) 2836
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques d'Amqui, Inc. (Nom changé) 2870
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques de Cabano, Inc. (Nom changé) 2870
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques de Matane, Inc. (Nom changé) 2870
L'Union des Employés de J. B. Martin Company Limited (Formation) 2870
Mountain Lodge Company Limited (Directeurs) 2837
Musée Historique Inc. (Directeurs) 2870
Syndicat National des Employés de la Donahue (Formation) 2837
The Shawinigan Water & Power Company (Construction d'un hydro-électrique) 2836
Vipond-Tolhurst Limited (Directeurs) 2836

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bolduc vs Charlebois. 2835
Brunet vs Picard 2835

ORDER IN COUNCIL:

1801 — Concerning the Corporation Tax Act (Correction) 2868
1838 — Concerning the transfer of the service of the Child Aid Clinic from the control of the Attorney General to the control of the Minister of Social Welfare and of Youth 2870
1881, part "D" — Parity Committee of the Retail Trade of St-Hyacinthe 2870
1882, part "A" — Construction industry in the district of Sorel 2870
1882, part "B" — Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec 2870
1883, part "A" — Shoe industry in the Province of Quebec 2870
1883, part "B" — Men's and boys' clothing industry in the Province of Quebec 2869
1883, part "C" — Building trades in the counties of Chicoutimi, Charlevoix, Lake St. John, Roberval, Saguenay, Abitibi-East, Abitibi-West Rouyn-Noranda 2869

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2823

MISCELLANEOUS NOTICES:

Cousins' Dairy Employees Association (Formation) 2870
Ford Highwood Collieries Limited (Dale of shares) 2836
L'Alliance des Instituteurs et des Institutrices Catholiques de Val d'Or (Formation) 2836
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques d'Amqui, Inc. (Name changed) 2870
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques de Cabano, Inc. (Name changed) 2870
L'Association Catholique des Instituteurs Laïques de Matane, Inc. (Name changed) 2870
L'Union des Employés de J. B. Martin Company Limited (Formation) 2870
Mountain Lodge Company Limited (Directeurs) 2837
Musée Historique Inc. (Directeurs) 2870
Syndicat National des Employés de la Donahue (Formation) 2837
The Shawinigan Water & Power Company (Construction of a Hydro-Electric) 2836
Vipond-Tolhurst Limited (Directeurs) 2836

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session 2837

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced during the coming session 2837

CHARTES — ABANDON DE:

Héroux & Ricard, Compagnie Ltée....	2839
La Compagnie de Téléphone de LaSarre Ltée.....	2839
La Corporation de l'Aqueduc de Montmagny.....	2838
Le Centre Sportif de Mégantic Incorporé.....	2839
Les Immeubles Bon Air Inc.....	2839
L'Institut Agricole Belge au Canada..	2838
Perreault & Fils Limitée.....	2838
Poissant La Mauricie Limitée.....	2838
Téléphone Dupuy Inc.....	2839

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

Liste des commissions scolaires qui se prévalent de la Loi pour assurer le progrès de l'éducation.....	2839
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	------

COMPAGNIE AUTORISÉE, A FAIRE DES AFFAIRES:

Parks-Cramer Company.....	2842
---------------------------	------

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Dominion Alkali & Chemical Company Limited.....	2842
Larocque, Lucien <i>et vir</i>	2842

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Deshaies, munic. scolaire de.....	2844
St-Louis-de-Joannès, munic. scolaire de (Erratum).....	2844
St-Raymond, munic. scolaire de la paroisse de.....	2843
Syndics des écoles dissidentes d'Amos.....	2843

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec (Approbation de règlements).....	2850
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Approbation de règlement).....	8249
Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille (Prélèvement).....	2848
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Prélèvement).....	2847
L'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et District, Inc. (Avis).....	2844

TRÉSOR:

Assurances:

Guglionesana Mutual Benefit Association.....	2851
----------------------------------------------	------

GREFFE DE NOTAIRE:

Lemaire, Georges.....	2852
-----------------------	------

LETTRES PATENTES:

B. et L. Construction Co. Ltée.....	2824
Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited.....	2834
Compressed Air Sales Ltd.....	2821
Congregation of the Community of Profontaine.....	2825

CHARTERS — SURRENDER OF:

Héroux & Ricard, Compagnie Ltée....	2839
La Compagnie de Téléphone de LaSarre Ltée.....	2839
La Corporation de l'Aqueduc de Montmagny.....	2838
Le Centre Sportif de Mégantic Incorporé.....	2839
Les Immeubles Bon Air Inc.....	2839
L'Institut Agricole Belge au Canada..	2838
Perreault & Fils Limitée.....	2838
Poissant La Mauricie Limitée.....	2838
Téléphone Dupuy Inc.....	2839

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

List of School Commissions availing themselves of the Act to ensure the progress of Education.....	2839
----------------------------------------------------------------------------------------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Parks-Cramer Company.....	2842
---------------------------	------

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Dominion Alkali & Chemical Company Limited.....	2842
Larocque, Lucien <i>et vir</i>	2842

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Deshaies, school munic. of.....	2844
St-Louis-de-Joannès, school munic. of (Erratum).....	2844
St-Raymond, school munic. of the parish of.....	2843
Trustees of the dissentient schools of Amos.....	2843

LABOUR:

Joint Committee of the Construction Industry of Quebec (Approval of by-law).....	2850
Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Approval of (by-law).....	2849
Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry (Levy).....	2848
Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby (Levy).....	2847
L'Association des Maîtres Horlogers-Bijoutiers de Drummond et District, Inc. (Notice).....	2844

TREASURY:

Insurance:

Guglionesana Mutual Benefit Association.....	2851
----------------------------------------------	------

NOTARIAL RECORD:

Lemaire, Georges.....	2852
-----------------------	------

LETTERS PATENT:

B. et L. Construction Co. Ltée.....	2824
Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited.....	2834
Compressed Air Sales Ltd.....	2825
Congregation of the Community of Profontaine.....	2825

Drakestone Corporation	2825
E. Papadakis Limited	2826
Excel Finance Corporation Limited...	2826
Fonderie Industrielle Incorporée — Industrial Foundry Inc.	2827
Fontaine Automatique de Québec Inc.— Quebec Automatic Fountain Inc.	2827
Garage Fortin, Lté.	2827
Gulf Lead Mine (Quebec) Limited....	2828
J. P. Laberge Laurentides Limitée	2828
La — Bon Inc.	2829
L'Association Sportive de Saint-Zénon.	2829
Modern Amusement Co.	2830
Morgan Agencies Limited.	2830
Northern Veneer and Plywood Com- pany Limited.	2831
P-B Auto Supply & Tire Inc.	2831
P. & P. Manufacturing Co. Ltd.— Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée.	2832
Regent Credit Corporation.	2832
Sals Enterprise Limited.	2832
Scientific Enterprises Ltd.	2833
Universal Machine Works Limited.	2833
Veillette Automobile Cie Ltée — Veil- lette Automobile Co. Ltd.	2834

Drakestone Corporation	2825
E. Papadakis Limited	2826
Excel Finance Corporation Limited...	2826
Fonderie Industrielle Incorporée — Industrial Foundry Inc.	2827
Fontaine Automatique de Québec Inc.— Quebec Automatic Fountain Inc.	2827
Garage Fortin, Lté.	2827
Gulf Lead Mines (Quebec) Limited....	2828
J. P. Laberge Laurentides Limitée	2828
La — Bon Inc.	2829
L'Association Sportive de Saint-Zénon.	2829
Modern Amusement Co.	2830
Morgan Agencies Limited.	2830
Northern Veneer and Plywood Com- pany Limited.	2831
P-B Auto Supply & Tire Inc.	2831
P. & P. Manufacturing Co. Ltd.— Les Manufacturiers P. & P. Cie Ltée.	2832
Regent Credit Corporation.	2832
Sals Enterprise Limited.	2832
Scientific Enterprises Ltd.	2833
Universal Machine Works Limited.	2833
Veillette Automobile Cie Ltée — Veil- lette Automobile Co. Ltd.	2834

LETTRES PATENTES ANNULÉES:

Diverses.	2834
----------------	------

LETTERS PATENT ANNULLED:

Miscellaneous	2834
---------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion d'un certain ter- ritoire à la paroisse de Notre-Dame- des-Laurentides.	2852
Concernant l'érection de la municipa- lité de Lantier.	2856
Concernant l'érection de la municipa- lité de Raudot.	2854
Concernant l'érection du village de Barraute.	2855
Convocation de la Législature pour l'ex- pédition des affaires.	2852

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation of a certain territory to the parish of Notre-Dame- des-Laurentides.	2852
Concerning the erection of the municipa- lity of Lantier.	2856
Concerning the erection of the municipa- lity of Raudot.	2854
Concerning the erection of the village of Barraute.	2855
Convocation of the Legislature for the dispatch of business	2852

SIÈGES SOCIAUX:

Bepe Holdings Corporation	2857
Casgrain & Compagnie Limitée.	2858
Drakestone Corporation	2857
Goldfields Printing Company Limited.	2858
Meubles Laurier Ltée — Laurier Fur- niture Ltd.	2858
Morgan Agencies Limited.	2858
Noël Beauchamp & Co. Limitée.	2858

HEAD OFFICES:

Bepe Holdings Corporation	2857
Casgrain & Compagnie Limitée.	2858
Drakestone Corporation	2857
Goldfields Printing Company Limited .	2858
Meubles Laurier Ltée — Laurier Fur- niture Ltd.	2858
Morgan Agencies Limited	2858
Noël Beauchamp & Co. Limitée.	2858

SOUSSIONS:

Coaticook, ville de.	2861
Commissaires l'écoles de la ville Ste- Agathe-des-Monts.	2859
Commissaires d'écoles du Cap-de-la- Madelaine.	2862
Courville, ville de.	2860
La Malbaie, village de.	2859
St-Joseph-sur-Yamaska, village de ...	2863

TENDERS:

Coaticook, town of.	2861
School Commissioners of the town of Ste-Agathe-des-Monts.	2859
School Commissioners of Cap-de-la- Madelaine.	2862
Courville, town of.	2860
La Malbaie, village of.	2859
St-Joseph-sur-Yamaska, village of.	2863

VENTE PAR LICITATION:

Laframboise vs Héritiers Calixte La- framboise <i>et al.</i>	2864
-----------------------------------------------------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Laframboise vs Heirs of Calixte La- framboise <i>et al.</i>	2864
----------------------------------------------------------------------	------

VENTES POUR TAXES:

Outremont, cité de.	2865
Sherbrooke, cité de.	2866

SALES FOR TAXES:

Outremont, city of.	2865
Sherbrooke, city of.	2866

VENTES PAR SHÉRIFS:

HULL:

Dermer *et al* vs Blondin 2867

KAMOURASKA:

Lebel *et vir* vs Rioux 2867

MONTRÉAL:

Cardinal *et al* vs Byrens 2867

TROIS-RIVIÈRES:

Thibault vs Auger 2868

20694-o

SHERIFFS' SALES:

HULL:

Dermer *et al* vs Blondin 2867

KAMOURASKA:

Lebel *et vir* vs Rioux 2867

MONTREAL:

Cardinal *et al* vs Byrens 2867

TROIS-RIVIÈRES:

Thibault vs Auger 2868

20694-o